

Table des matières

Remerciements	5
Avant-propos	7
Chapitre 1 : Presse locale et République en guerre	11
L'entrée en guerre : l'enjeu du conflit	11
La situation de la presse quotidienne grenobloise	17
<i>Un adversaire commun : le communisme</i>	20
<i>La guerre soviéto-finlandaise</i>	24
L'arrivée au pouvoir de Paul Reynaud	28
Les offensives allemandes et la défaite de la France	30
<i>La campagne de Norvège</i>	30
<i>La campagne de France</i>	34
Pétain, chef du Gouvernement. La signature de l'armistice	42
<i>Les causes du désastre : premières réflexions</i>	45
<i>Mers El-Kébir</i>	49
La naissance du régime de Vichy	50
Chapitre 2 : Presse locale et édification du nouveau régime « Le temps du binôme Pétain-Pierre Laval, première manière ». Juillet-décembre 1940	59
Les mutations dans le mode d'exercice de la presse	59
<i>Au plan de son statut</i>	59
<i>Dans la pratique quotidienne de la censure</i>	63
Alors que la vie reprend son cours presque normal	66
La presse locale, outil de propagande au service de la Révolution nationale	70
La recherche des responsables de la défaite	74
<i>Les accusés : le régime républicain</i>	75
<i>Les étrangers</i>	77
<i>Les Juifs : le premier statut</i>	81
<i>Le parti belliciste</i>	84

<i>La Grande-Bretagne au rang des accusés</i>	85
<i>L'opération anglo-gaulliste manquée sur Dakar</i>	86
<i>La franc-maçonnerie, une accusée majeure</i>	88
La création d'institutions nouvelles	92
La construction du culte du Maréchal : ses rencontres	99
La rencontre-surprise de Pétain avec Hitler à Montoire	100
Les déplacements du Maréchal en province	106
<i>À Toulouse et à Montauban</i>	106
<i>À Lyon</i>	108
<i>À Arles, Marseille et Toulon</i>	111
Un changement de direction : l'éviction de P.Laval	114
<i>Le transfert des cendres de l'Aiglon aux Invalides</i>	116
Chapitre 3 : Presse locale et Révolution nationale.	
Le « Temps de l'amiral Darlan » février 1941-avril 1942	119
Les modifications du cadre de l'information	120
Les rencontres de Pétain avec l'opinion publique	126
<i>À Montpellier, à l'occasion du dialogue Pétain-Franco</i>	126
<i>À Saint-Étienne et au Puy</i>	127
<i>Le Maréchal Pétain à Grenoble et en Dauphiné</i>	130
<i>En Béarn</i>	137
<i>À Commeny et à Montluçon</i>	138
<i>En Limousin</i>	140
<i>En Gascogne</i>	141
<i>Dans les départements de la Savoie</i>	142
Les grandes manifestations du régime	144
<i>L'anniversaire de la Légion des Combattants</i>	147
Les orientations de la politique extérieure : la collaboration	153
L'affaire de Syrie	157
L'agression nazie contre l'Union soviétique	159
<i>Le message du « vent mauvais »</i>	162
<i>La vague d'attentats et leur répression</i>	166
<i>L'avis du Conseil de Justice sur les dirigeants du régime défunt</i>	171
Le caractère propre des titres grenoblois	173
L'entrée en guerre des États-Unis contre le Japon et l'Axe	181
<i>Le message de fin d'année du Maréchal</i>	182

TABLE DES MATIÈRES

En Extrême-Orient, le temps des victoires japonaises	183
La France soumise aux raids aériens :	
le bombardement de la région parisienne	188
<i>La campagne de slogans en faveur de la famille</i>	191
Le procès de Riom	194
Chapitre 4 : Le Temps de Pierre Laval (avril-décembre 1942)	207
D'AVRIL À JUIN 1942 : LA MUTATION DE LA POLITIQUE	207
Pierre Laval, le retour : son discours programme	207
<i>Le culte de Pétain et les manifestations du régime</i>	216
<i>La visite à Thiers et à Châteauroux</i>	219
<i>En Languedoc</i>	221
<i>L'anniversaire de l'accession de Pétain au pouvoir</i>	222
Le poids du conflit sur la France	224
<i>L'intervention anglaise à Madagascar</i>	224
<i>Bir-Hakeim</i>	226
<i>Les conséquences du conflit sur la France</i>	227
<i>La rencontre jociste à Grenoble</i>	229
DE JUIN À DÉCEMBRE 1942, UNE NOUVELLE POLITIQUE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET LA PERTE DE L'ALGÉRIE ET DU MAROC	232
Le discours du président Laval sur la Relève	233
<i>Propagande et résultats de la Relève</i>	235
<i>L'arrivée du premier train de prisonniers bénéficiaires de la Relève</i>	239
<i>Un nouvel appel de P. Laval</i>	242
L'évolution militaire du conflit mondial	245
<i>Les débuts de la bataille de Stalingrad</i>	246
<i>L'offensive sur Alexandrie et la bataille d'El-Alamein</i>	248
Le raid anglo-canadien sur Dieppe et les opérations à Madagascar	250
Les nouveaux déplacements de Pétain	251
<i>Au camp militaire de La Courtine et à Ussel</i>	252
<i>En Bresse et en Bugey</i>	252
<i>En Avignon</i>	252
<i>Pèlerinage scout au Puy et message du chef de l'État</i>	254
Le second anniversaire de la Légion à Gergovie	256
<i>Les thèmes spécifiques des journaux grenoblois</i>	259

Le débarquement anglo-américain au Maroc et en Algérie et ses conséquences	264
L'invasion, par les troupes d'occupation, de la zone Sud	270
<i>Les commentaires des rédactions grenobloises</i>	275
<i>L'assassinat de Darlan et le bilan de l'année 1942</i>	281
Chapitre 5 : Le temps de Laval.	
1943 : une année difficile pour la presse locale	287
L'accord Bonnefoy et les nouvelles contraintes	287
<i>Le rôle de proximité de la presse locale</i>	294
L'évolution des opérations militaires en Afrique et en URSS	296
<i>La défaite allemande à Stalingrad</i>	296
Katyn et la dissolution du Komintern	298
<i>La conquête anglo-américaine de la Tunisie</i>	301
Création de la Milice et mise en place du STO	303
<i>L'assouplissement de la ligne de démarcation</i>	306
<i>Le message du chef de l'État sur le STO</i>	307
<i>L'appel de P.Laval</i>	312
La chute de Mussolini et ses répercussions	315
<i>Le poids de la guerre sur la France</i>	317
<i>L'intervention sur le quartier nord de Marseille</i>	321
Attentats et répression : le terrorisme rural	322
Un automne tragique	327
<i>Les attentats à Grenoble :</i>	
<i>au polygone d'artillerie et à la caserne de Bonne</i>	328
<i>L'image de la dissidence, selon la presse locale</i>	330
<i>La déclaration du maréchal Smuts</i>	334
Les manifestations du régime	336
L'originalité des thèmes avancés par les titres grenoblois	342
Chapitre 6 : 1944 : l'agonie d'une presse locale	359
Une nouvelle contrainte : la réduction de la pagination	359
Attentats terroristes et combats aux Glières	360
<i>La lutte des maquisards des Glières</i>	362
<i>L'attentat de Voiron</i>	366

TABLE DES MATIÈRES

De nouvelles déclarations des chefs de l'État et du Gouvernement	367
<i>Vers un second front ?</i>	369
<i>La menace soviétique</i>	370
<i>Les raids aériens sur la France</i>	372
La présence de Pétain à Paris	374
<i>La dénonciation des Alliés : leur responsabilité dans les bombardements</i>	377
Au service de la politique pro-allemande	378
La sauvegarde d'une particularité propre à certains titres grenoblois	384
<i>Le fait divers : l'affaire Petiot</i>	390
Le débarquement en Normandie et la fin du régime de Vichy ...	391
<i>La mise en valeur de l'arme nouvelle : les V1</i>	397
Les attentats contre Ph. Henriot, Hitler et le préfet de l'Isère	399
Débarquement en Provence et libération de Grenoble	403
Conclusion	411
Orientation bibliographique	419
Annexes	420
Index des noms de personnes	425
Index des noms de journalistes	432
Biographie de quelques journalistes	434
Cahier photos	439

Chapitre 1

Presse locale et République en guerre septembre 1939-juillet 1940

L'entrée en guerre : l'enjeu du conflit (1^{er} septembre 1939)

Quand les armées allemandes entrent en Pologne le premier septembre, ouvrant ainsi les hostilités avec leurs voisins, les journaux grenoblois sont déjà sortis des rotatives et en cours de diffusion, ils ne peuvent donc réagir à chaud sur l'événement. Pourtant chacun a pris la mesure des faits qui se préparent.

Le Petit Dauphinois et *La République du Sud-Est*, pour marquer l'importance de celui-ci, utilisent la technique du titre bandeau, complétée par une série de sous-titres, donnant en quelques lignes l'essentiel de l'information afin d'alerter les lecteurs sur la gravité de l'heure. L'un et l'autre ciblent la nature des revendications hitlériennes : « retour immédiat de Dantzig » au *Petit Dauphinois*, « Anschluss de Dantzig » à *La République du Sud-Est* l'emploi du terme Anschluss est là pour rappeler une autre situation déjà vécue. Ils soulignent la demande d'un plébiscite sur le corridor polonais, mais dans les titres, *Le Petit Dauphinois* est le seul à préciser la proposition de le placer dès maintenant sous le contrôle d'une commission internationale. La une dans ce quotidien est chargée d'informations sans commentaire. À *La République du Sud-Est*, si l'éditorial parle d'un bluff qui laisserait la porte ouverte à la négociation, l'évocation de Hitler en « *pillard qui ne vit que de rapines et à traiter comme tel* » ne laisse guère de doute sur les conséquences des exigences allemandes. C'est en quatrième page que, sous la plume de J. Le roy, *Le Petit Dauphinois* dénonce les propositions insolentes de Hitler et s'interroge sur la perspective, comme dans l'affaire des Sudètes, d'une médiation italienne avec comme condition le refus de tout désarmement immédiat.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de la teneur du numéro du 2 septembre. Les trois quotidiens adoptent à peu près la même structure : celle d'une première page avec titres et sous-titres en forme d'affiche, en caractères gras, avec un seul commentaire, un éditorial musclé. Cette mise en page trouve son

prolongement en rubrique « Dernière heure » qui accorde plus de place aux informations en provenance des différents points d'Europe touchés par l'agression hitlérienne. Toutefois *La Dépêche Dauphinoise* donne le ton en publiant en légende de la photo de Jean Giraudoux, le commissaire à l'information, avec ce qualificatif : chef de la censure. En effet désormais la presse perd une partie de sa liberté et doit soumettre ses numéros au contrôle de l'État et, au besoin, subir des caviardages partiels de ses commentaires.

Les deux jours suivants, ces quotidiens adoptent la même présentation avant de préférer, dans le contexte de restriction de papier imposée par la situation, une composition assez comparable d'un titre à l'autre. Sauf le dimanche où six pages sont admises, chaque numéro se réduit à quatre pages réparties de la manière suivante : la une réservée aux nouvelles de la guerre et de la situation internationale, aux éditoriaux ou chroniques, la seconde au bas de laquelle figure le feuilleton complète la première avec une orientation régionale, voire locale ; à cheval sur la seconde et la troisième page, la chronique locale assortie de la rubrique sportive, de la publicité et des petites annonces, sans oublier les avis de décès ; enfin en dernière heure sont imprimées les ultimes nouvelles, composées juste avant le tirage du numéro.

Ce 2 septembre 1939, les trois journaux donnent forcément dans le spectaculaire :

- « Les armées allemandes envahissent la Pologne dont plusieurs villes sont bombardées. La France et l'Angleterre décrètent la mobilisation générale. » (*La Dépêche Dauphinoise*)
- « Au moment où Varsovie consentait à négocier, l'Allemagne jette ses armées sur la Pologne, bombarde les villes ouvertes, proclame le rattachement de Dantzig. Devant cette violation du droit des gens, la France et l'Angleterre décrètent la mobilisation générale. » (*La République du Sud-Est*)

Le Petit Dauphinois adopte une présentation rationnelle en enchaînant, dans la une des événements qui se répondent. Le lecteur pressé, d'un simple coup d'œil, pourra comprendre l'essentiel de l'évolution de la journée tant les choses s'accélèrent. Ainsi ce 3 septembre, l'ensemble des titres et sous-titres est placé sous la formule : « *Hitler a jeté le masque* ». Suit une série d'informations qui précisent la signification de la formule employée : « Sans déclaration de guerre, l'Allemagne ouvre les hostilités contre la Pologne. Les armées allemandes ont pris hier matin l'offensive sur toute la frontière. L'aviation qui a survolé Varsovie a bombardé plusieurs villes polonaises, dont Cracovie. » Vient ensuite la position du gouvernement polonais : « Varsovie

résistera jusqu'au bout à l'agression et, à cet effet, a demandé à Londres l'exécution des engagements pris. » Une information sur la position de l'Italie achève le tableau : « elle ne prendra aucune initiative d'opération militaire ». Tout cela débouche sur le second titre essentiel : l'annonce, en gros caractères, de la mobilisation générale en France et en Angleterre avec ses premières conséquences : l'établissement de l'état de siège en France et en Algérie et la convocation des Chambres pour le lendemain. Pas de commentaire en première page, la veille il a fait connaître son point de vue. C'est en dernière heure que sont prises en compte les évolutions de la situation avec la mise en demeure adressée au Reich par Paris et Londres de cesser l'agression et d'évacuer les territoires envahis, sinon les deux puissances mettront en jeu leurs engagements. Enfin, la une s'accompagne d'un encart résumant la chronologie de la crise polonaise.

Ce type de présentation n'est pas le seul que le quotidien met en pratique. Le 3 septembre, tout est centré sur la déclaration du chef du Gouvernement, Daladier devant le Parlement sous la bannière d'une « magnifique manifestation d'unité nationale ». Il a fait acclamer la volonté de la France de résister à l'agression ; en réponse, les Chambres à l'unanimité ont voté un crédit de 69 milliards pour la Défense nationale. Et cela se termine sur une phrase tirée du discours de ce dernier : « Aujourd'hui c'est la France qui commande », une formule forte recouvrant en réalité un certain vide. Ce résumé de la position de la classe politique en ces jours difficiles mérite d'être souligné car quelques mois plus tard les mêmes journalistes tiendront un autre langage. Pour l'heure présente, la rubrique « Le film de la journée » est un hommage à Daladier dont l'éloquence et la détermination sont de la trempe de Danton et de Clemenceau. L'auteur de l'article poursuit en calquant son langage sur celui auquel il se réfère : « *La France est debout avec sa formidable résolution, sans haine ni désir de conquête ni de carnage* », de repousser ce « *visionnaire satanique qui rêve de ramener le monde aux ténèbres de férocité d'un Moyen Âge de cauchemar* ». Entouré de « *janissaires en hypnose* », il « *rumine ses projets d'hégémonie, ses desseins de mégalomanie à la Picrochole* ». Mais Daladier a su faire applaudir sa volonté de défendre la liberté du monde : aussi la conclusion de l'article se réduit-elle à un double vivat : *Vi ve Daladier ! Vi ve la France !* La lutte qui s'engage apparaît comme un combat fondamental où se joue le sort d'une forme de civilisation.

À quelques nuances près, c'est bien une même tonalité qui s'exprime, quel que soit le positionnement des quotidiens. Les différences résident dans les commentaires d'une telle situation. Toutefois *La Dépêche Dauphinoise* ne publie pas d'éditorial engageant la rédaction mais la « Tribune des gauches »

peut en tenir lieu : signée Albert Bayet, avec pour titre : « *Tenir* », l'auteur précise que, s'ils sont pacifistes, ils ne sont pas des lâches et ajoute : « *Parce que nous croyons à la morale internationale, nous manifestons un courage tranquille et nous tiendrons.* » Il faut attendre cependant le 6 septembre pour que paraisse un éditorial signé de 2 D entrelacés définissant la position du titre : une dénonciation d'un crime inexpiable commis par un barbare insensible qui a cru la France et l'Angleterre incapables de réagir, une promesse, qu'elles tiendront jusqu'au dernier quart d'heure, celle de porter le fer et le feu chez lui. Ce quotidien s'aligne sur une volonté nationale.

Le Petit Dauphinois, quant à lui, a jugé la situation et l'enjeu qu'elle entraîne : résister à l'agresseur car « *l'Allemagne nazie est aux mains de soudards, de gangsters, sous la tutelle d'un reître qui prétend ramener le monde aux temps d'une épaisse barbarie* ». Évoquant le débat sur « Mourir pour Dantzig », il récuse une telle problématique car ce qui est en jeu, c'est la primauté de la civilisation, le maintien de la rayonnante liberté du monde ; il faut briser les chaînes que veut forger en Europe Hitler afin que nos enfants et nos petits-enfants puissent vivre heureux. Pour ce quotidien, la France se met au service de l'honneur, de la paix véritable, symbole d'une civilisation qu'il faut sauvegarder. Léon Poncet dans son éditorial de *La République du Sud-Est* affirme que « *contre un crime inexpiable, l'Europe est en armes* ».

Ainsi les trois quotidiens sont-ils confrontés aux restrictions apportées à la liberté de la presse : la principale porte sur le contrôle des informations concernant les mouvements de troupes pouvant attirer l'attention de l'ennemi et sur l'issue de telle ou telle bataille. Elle entraîne quelques conséquences dans les rédactions par la mobilisation des rédacteurs les plus jeunes ; mais à Grenoble, les principales plumes restent à leur poste de travail. Ce qui peut être le plus gênant a trait à la réduction des petites annonces et de la publicité, mais ce risque n'est pas encore tangible, alors que la restriction de la pagination porte atteinte à la physionomie du journal. Tel est donc le cadre dans lequel se situe cette analyse. Encore faut-il préciser qu'il est appelé à se modifier au gré des événements : aux journaux de savoir s'adapter.

En tout cas, des débuts de la guerre jusqu'à l'intervention soviétique en Pologne, l'accent est mis sur la responsabilité de l'Allemagne. *Le Petit Dauphinois* place les informations sur les hostilités sous le chapeau de « la croisade du droit et de la liberté », un clin d'œil à la formule employée lors du dernier conflit que l'on avait présenté comme la guerre du droit. Les autres titres mettent en avant l'héroïque résistance de la Pologne pourtant soumise à des attaques sans pitié, tandis que sur le front occidental est avancée la référence à l'été et à l'automne 1914, en particulier le souvenir de la

bataille de la Marne ; tout converge vers un soutien au moral de l'arrière. Il faut convaincre que la lutte engagée est celle de la liberté contre la tyrannie, de l'honneur contre le mensonge, de l'humanité contre la barbarie (*Le Petit Dauphinois*, 6 septembre). L'offensive française sur la Warndt lui arrache même un cri de victoire puisqu'« est tombée entre nos mains la plus formidable réserve de charbon du bassin de la Sarre ». Et R.-L. Lachat ne craint pas célébrer les deux lignes Maginot : celle des fortifications, celle du moral de la population.

Ce thème de la lutte de la liberté contre la barbarie se retrouve à *La Dépêche Dauphinoise* ; son éditorialiste s'en prend au plus sinistre aventurier de l'histoire : un barbare insensible, imposant à son peuple égaré, comme en état de somnambulisme, un despotisme sadique fondé sur les geôles et les camps de concentration ; mais il ne désespère pas de voir les yeux des Allemands se dessiller au point d'aider les démocraties à les délivrer des imposteurs qui les ont abusés et déshonorés (8 septembre). Encore à la veille de l'intervention soviétique, il croit à un retournement de Staline même si l'objectif final de ce dernier vise à la destruction de la civilisation que défendent les Alliés.

La République du Sud-Est partage la même perspective : Hitler veut détruire cette civilisation à laquelle l'auteur confère le caractère de chrétienne pour mettre en lumière la similitude de deux régimes pratiquant un athéisme militant, donc persécuteur. Il dégage en tout cas la responsabilité de la France tout en reprochant aux politiciens d'avoir « *laissé s'effiloche la paix construite à Versailles... par la soumission à des idéologies fumeuses qui ne voyaient dans la paix que thème à harangues vides et sonores ou sujettes à polémiques perfides* » (6 septembre). Il appelle donc à « gagner la paix » avec cette conviction qu'elle le sera si l'on se serre autour de ceux qui gouvernent pour faire face comme l'Empire romain à la ruée des barbares. Sur ce registre *Le Petit Dauphinois* appuie son confrère car Daladier a su trouver pour mobiliser le pays des accents dignes de Danton et de Clemenceau. En tout cas la référence à l'histoire vient conforter le lectorat puisque le pays a déjà su faire face victorieusement à des difficultés semblables.

Une orientation voisine est exprimée par Léon Poncet dans son éditorial de *La République du Sud-Est* « *contre la ruée sous laquelle l'empire romain allait s'effondrer, avec ses siècles de civilisation et de puissance jugée invincible* », et d'ajouter cette constatation : « *Maintenant Rome est du côté des barbares.* » Il en appelle donc à l'union : « se serrer autour de ceux qui vont la défendre », d'autant plus que la responsabilité de la guerre incombe à la seule Allemagne et à son maître « *emportés par le vent de la folie*

destructrice ». Léon Poncet conclut ses propos par cet appel : « À cette volonté maléfique, opposons notre calme, notre froide résolution, notre union et que Dieu garde la France. »

Ainsi les trois quotidiens répondent-ils, dans un style qui leur est propre, à la décision gouvernementale de mobilisation générale. Ils se considèrent au service du pays au nom de la défense de la Patrie et plus encore des valeurs humaines ou chrétiennes qui sont à la racine de leur conception de l'information. Ils participeront donc, à leur place et dans leur fonction spécifique, à l'encadrement de la population mobilisée. En conséquence ils acceptent les règles nouvelles imposées par la guerre, une surveillance étroite de la censure militaire comme *La République du Sud-Est* en fit l'expérimentation au déclenchement de la crise, ils jouent le jeu de l'unité nationale.

Cette guerre, ils l'ont vu venir comme le reste de la presse française ; ils l'ont jugée inéluctable quand le coup de tonnerre de la signature du pacte germano-soviétique a résonné dans un ciel déjà lourdement chargé. Pour les rédactions grenobloises, elle en est l'élément déclencheur, même si, lors du premier commentaire, ils veulent encore garder un léger espoir. L'analyse du Petit Dauphinois porte sur le ralliement sans réserve de Staline au pacte anti-komintern que symbolise la référence aux chants de l'Internationale et du Horst Wessel Lied saluant la signature d'un texte qui confère à Hitler une victoire psychologique.

J. Leroy voit plutôt en Staline le véritable vainqueur dont les prochaines victimes pourraient être les petites nations balkaniques ; lui vient d'ailleurs alors, sous la plume, le rappel de Brest-Litovsk, une trahison qui cependant n'a pas empêché la France et l'Angleterre de gagner la guerre. Trahison, un terme qui s'adresse plutôt aux communistes français eux-mêmes pris à contre-pied. Ce rappel de Brest-Litovsk figure en bonne place dans le papier de Léon Poncet qui se félicite que cette nouvelle trahison, intervenue avant le déclenchement de la guerre, mette en difficulté les tenants de l'alliance franco-soviétique : de toute manière elle n'aurait pu porter ses fruits puisque « *l'armée rouge est décapitée et commandée désormais par des illettrés, la flotte vétuste, l'aviation sans valeur, le matériel et le réseau ferroviaire et routier inexistant ou en très mauvais état* ». Et le 27 août, dans un encadré intitulé « *Silence la trahison* », un journaliste de la rédaction, après avoir constaté une unanimité de l'extrême droite aux socialistes pour condamner l'URSS, s'en prend au parti communiste qui, dans ses réunions, explicite la position soviétique. La solution est simple : mettre les communistes qui prennent leurs inspirations et leurs revenus à l'étranger hors d'état de nuire en prononçant la dissolution de leurs organisations, la déchéance des élus « qui

font passer avant l'intérêt suprême de la paix et de la France celui de la Russie étrangère ». Le changement qu'implique ce pacte suscite dans cette publication une interrogation sur l'attitude de l'Italie : « Laissera-t-elle écraser sous la botte germanique la civilisation latine et chrétienne dont elle est la mère ? » L'auteur espère un ultime sursaut d'énergie qui lui vaudra de briser les chaînes qui l'ont imprudemment liée au barbare frénétique prêt à se ruer à la curée, poussé par ses intérêts ataviques (30 juillet et 1^{er} août).

De son côté, *La Dépêche Dauphinoise*, dans un éditorial signé du double D, traduit son incompréhension de l'attitude soviétique par la formule : « Coup de théâtre ». Lui aussi voit un renouvellement de Brest-Litovsk et lui trouve une justification dans le caractère dictatorial du régime. Il en vient à mettre sur le même plan nazisme, fascisme et bolchevisme qu'il s'agisse de la doctrine ou des pratiques politiques (25 août). Le lendemain, G. Gombault, dans la « Tribune des gauches » sous l'intitulé, « *La faucille gammée* » prolonge le parallélisme en insistant sur la responsabilité prise par Staline abandonnant la cause de la démocratie pour rallier le camp des totalitaires. « Cet acte de félonie » favorise désormais les desseins belliqueux de Hitler. Il espère que « les communistes de bonne foi les voueront l'un et l'autre à la même exécution ». Désormais le pacte a produit ses effets attendus : la certitude pour l'Allemagne de ne pas avoir à combattre sur deux fronts. Aussi la décision de la France et de l'Angleterre de se considérer en guerre, selon la formule officielle, apparaît comme la seule réponse à l'agression allemande.

La situation de la presse quotidienne grenobloise

Ces prises de position donnent, à ce moment crucial, une assise assez solide pour dresser la situation de la presse quotidienne à Grenoble : elle devait subsister jusqu'à la Libération qui modifie radicalement le panorama de l'information écrite. Première caractéristique : le pluralisme des titres, une situation que l'on retrouve dans de nombreux départements français. Second trait : la disparité dans l'influence.

Par son assise géographique, l'importance de son lectorat, sa pagination abondante et diversifiée, ses rubriques locales, *Le Petit Dauphinois* vient très largement en tête de ses confrères avec une diffusion qui approche les 100 000 exemplaires quotidiens vendus sur une aire alpine pour l'essentiel. Né en 1885, il avait connu avant la Première Guerre mondiale une période assez agitée avant de trouver un nouveau souffle avec sa prise de position contre l'expulsion des Chartreux. Au lendemain de la guerre, la mort de

Joseph Besson porte à la direction du quotidien à 30 ans son fils Marcel qui hérite d'un titre en expansion et d'un outil technique avec l'Imprimerie générale. Sous sa direction, le titre poursuit son expansion en élargissant sa zone de diffusion aux deux départements de la Savoie, à la Drôme et aux Hautes-Alpes. Il réunit une équipe dynamique avec Georges Biessy au secrétariat général, homme ambitieux, selon les divers témoignages obtenus sur le personnage, soucieux de donner l'orientation au journal, notamment en prenant modèle sur le fascisme italien et non sur l'idéologie nazie ; ce portrait en fait « l'âme damnée » du propriétaire Marcel Besson. La rédaction en chef est assumée par Jean Fangeat, qui n'en possède pas le titre officiel, mais qui l'exerce avec compétence et sans état d'âme. Sa qualité d'écriture lui vaut de rédiger l'éditorial du quotidien et des billets d'humeur sous son pseudonyme de Jean Derives. R. Aymar qui reconnaît en lui un grand journaliste de province, avec son air « paysan », en vient même à formuler un jugement qui ne se veut pas une condamnation : il rendait sa copie en fonction de la demande du patron, sans porter nécessairement le point de vue qu'il venait de défendre avec une conviction capable de tromper le lecteur. Il était entouré d'autres personnes qui allaient s'imposer : le grand reporter Jean Perquelin, sûr de la qualité de son style, disposant d'une autorité que lui confère son titre de gérant de la publication ; à ses côtés, Louis Bonnaure ou Edmond Delucinge, très jeune débutant dans l'exercice de l'écriture journalistique, les Tardy, père et fils, et R.-L. Lachat, à la plume fleurie, voire lyrique, pour ne prendre que ces quelques exemples. Le quotidien adopte un style différent : abandonnant la polémique, il prend exemple sur *Le Petit Parisien*, avant de tirer parti des recettes de *Paris-Soir*. Ciblait un lectorat hétérogène socialement et politiquement, il attirait un vaste public notamment par la richesse de sa rubrique sportive, la qualité des reportages de Perquelin ou d'Edmond Delucinge, voire celle de collaborateurs extérieurs, Drieu La Rochelle par exemple, l'abondance des informations strictement locales qui trouvent un répondant dans une clientèle rurale. Avec l'arrivée du Front populaire, il sort de sa réserve pour manifester une méfiance certaine à l'égard des orientations d'une telle coalition gouvernementale. On pourrait le considérer comme l'expression d'une clientèle se retrouvant dans une étiquette d'Alpin avant d'appartenir à telle ou telle famille politique.

À ses côtés, deux publications qui se veulent des organes d'opinion. L'une d'elles, *La Dépêche Dauphinoise* avait dû accepter de passer sous la coupe financière de son rival qui, en entreprise avisée, avait su lui laisser l'autonomie de sa ligne politique sous l'égide de Léon Perrier, un des hommes forts du département avec son collègue politique, et comme lui parlementaire ou ancien ministre, Joseph Paganon, décédé en 1937. Organe porte-parole du radi-

calisme local et plus encore de la franc-maçonnerie iséroise, il avait obtenu le concours financier, dans une position minoritaire, de la direction du *Petit Provençal*, radical comme lui avant d'être racheté par M. Besson avec le concours financier du cimentier Merceron-Vicat et de passer ainsi dans le giron du *Petit Dauphinois*. Son nouveau propriétaire avait eu l'habileté de lui conserver sa tonalité politique de sorte qu'en 1936 il s'était fait, lors des élections législatives, le défenseur de la coalition populaire car il répugnait à employer le terme de Front populaire en raison d'une profonde méfiance envers les communistes. Mais il prend position pour la cause républicaine dans la guerre d'Espagne. Il fait appel en avril 1939 à un Parisien, d'origine bourguignonne, qui, jusqu'alors, avait fait carrière à *Paris-Soir* avant de rejoindre le groupe du *Figaro* passé sous le contrôle du parfumeur Coty, en travaillant à *L'Ami du Peuple*, puis au sein de l'administration du *Figaro*. S'il sait faire preuve de compétence, il manque de psychologie en adoptant une attitude volontiers méprisante à l'égard des journalistes de province. Il faut préciser que prendre la succession d'Yves Farge n'était pas une mince affaire. En revanche, il devait montrer un talent d'écriture réel en prenant en charge l'éditorial frappé de deux D entrelacés. Il n'en demeure pas moins que son audience restait limitée à 20 000 exemplaires sur la même zone de diffusion. Lu par des fonctionnaires, des instituteurs en particulier en raison de ses prises de position fortement laïques, il reste fidèle à la ligne défendue par E. Perrier. Ce lectorat spécifique sert de relais aux positions républicaines vues sous l'angle d'un laïcisme combiste et son audience en est démultipliée.

Le troisième titre, *La République du Sud-Est*, une appellation datant de 1933, peut prétendre à une ancienneté comparable à celle du *Petit Dauphinois*; mais à la différence de ce dernier, il peut arguer de la continuité de son positionnement politique. Expression d'une forme de conservatisme, il est le porte-parole du catholicisme local dans la mesure où il regroupe dans sa rédaction les deux tendances essentielles, la composante traditionnelle et l'aile plus ouverte du christianisme social, en particulier adepte de la politique initiée par les papes Léon XIII et Pie XI. Le conseil d'administration qui assure la gestion du journal et préside à la définition des choix éditoriaux est placé sous l'autorité d'un patronat catholique soucieux d'avancées sociales. J. Jouvin, héritier d'une dynastie de gantiers, le préside entouré de représentants de familles industrielles comme Bonnet-Eymard, Émile Romanet, celui qui mit en pratique les allocations familiales, Caillès, un industriel d'Annecy, ou encore le représentant des Papeteries de la Gorge à Domène, assurant une liaison intéressante en tant que fournisseur du papier nécessaire à l'impression. Il peut compter sur l'appui de la Ligue dauphinoise d'Action

catholique où des cadres techniques font le lien avec l'affirmation de réformes nécessaires pour combattre efficacement le communisme. Si le conseil d'administration choisit la ligne de conduite à défendre dans les colonnes du quotidien catholique, la mise en œuvre est placée sous l'autorité d'un journaliste polémiste, Léon Poncet. Adversaire de la franc-maçonnerie pour avoir laïcisé la France et rompu le Concordat, chassé les ordres religieux, notamment les Chartreux, puis des idées révolutionnaires du communisme bolchevique, allergique au socialisme formule Léon Blum, rebelle au régime hitlérien et à son athéisme militant, il rêve d'une revanche qui permettrait le retour aux valeurs chrétiennes propres à faire front à l'immoralité ambiante et aux désordres sanglants que vient de connaître l'Espagne. La rédaction compte quelques personnalités marquantes représentant l'éventail des positions du catholicisme de l'époque, en tête Henri Lesbros, qui soutient des thèses très traditionalistes mais aussi I. Brochier ou A. Chatonnay plus soucieux des questions sociales. Il est perçu comme le journal de l'épiscopat local. Sa diffusion ne dépasse pas les 20 000 exemplaires. Tels sont, rapidement présentés, les protagonistes de cette histoire.

Un adversaire commun : le communisme

Le nouveau partage la Pologne unanimement condamné est l'occasion pour *Le Petit Dauphinois* de tirer une première conclusion de l'écrasement de cette puissance : le rôle prépondérant d'une aviation qui, en paralysant la défense adverse, a ouvert la voie aux divisions mécanisées (25 septembre). S'il revient sur le sens du combat, le retour d'un foyer barbare sorti de l'antique Germanie, il le définit comme l'affrontement entre la morale et l'immoralité primitive, entre une civilisation qui puise ses racines dans le christianisme et les doctrines égalitaires et généreuses ; en fait un « *épisode du vieil antagonisme qui met séculairement aux prises la barbarie et la civilisation, l'esprit du mal et l'esprit du bien, l'ombre et la lumière* » (3 octobre). C'est pourquoi les démocraties ne sauraient céder aux sirènes d'une paix humiliante pour elles, celle proposée par Hitler sur la base de la reconnaissance du brigandage et de la rapine.

Cette situation nouvelle trouve un écho particulier en France avec la répression gouvernementale contre le parti communiste. Si chaque titre y va de son couplet, couvre l'information très largement, *La Dépêche Dauphinoise* et *Le Petit Dauphinois* prennent garde de faire l'amalgame entre les communistes sincères, désemparés par la politique soviétique et les responsables qui suivent aveuglément les cadres de la Troisième Internationale. Tous trois

appuient les décisions de dissolution des organisations communistes, s'en prennent aux députés communistes couverts par l'immunité parlementaire, alors que selon *La République du Sud-Est*, ils sont avant tout responsables devant le parti et non devant leurs électeurs. Léon Poncet s'indigne qu'on ait pu l'intégrer dans une majorité parlementaire et appelle à expulser « *la tête vipérine de la trahison* » (16 octobre). La lutte contre l'ennemi intérieur devient une exigence d'autant plus indispensable qu'après avoir vaincu Hitler, il faudra dresser un front commun contre les risques de bolchevisation, donc poursuivre la lutte contre les Soviétiques. Ce point de vue est partagé aussi par *Le Petit Dauphinois*: « *Les abandonnés de leurs troupes qui, dans leur immense majorité, ont compris que la lutte engagée contre les puissances obscures d'une renaissance barbare, les chefs communistes ont passé à l'ennemi tout simplement. Ils se sont mis hors-la-loi, hors la civilisation. Enlisés dans leurs illusions et leur orgueil, ils n'ont rien appris, oublié, pas entendu le canon de Varsovie et la clameur de tant d'innocentes victimes; ils ont tourné le dos à la France et pris une attitude de traîtres à la cause de la liberté. Qu'ils rendent compte de leurs actes, qu'ils rendent gorge* », une telle diatribe de l'auteur du *Film de la journée* commente l'annonce de l'arrestation de 35 députés communistes (*Le Petit Dauphinois* du 9 octobre). *La Dépêche Dauphinoise*, qui entend conserver sa tonalité de gauche, ouvre ses colonnes à la CGT et aux partis du Front populaire autres que le PC; se veut aussi patriote que les autres, aussi hostile à l'URSS qui a pris la main de l'Allemagne hitlérienne; il approuve donc la dissolution des groupements communistes, souligne la décision immédiate de la CGT d'apporter son soutien, met en avant l'indignation de maintes municipalités communistes, le sursaut patriotique de plusieurs élus de ce parti. Il déplore seulement le silence des dirigeants. Il ne manque pas de publier les divers communiqués des syndicats de la CGT qui adoptent ce même point de vue en déclarant chasser de leurs rangs les prosoviétiques. Il publie le 6 octobre un appel au peuple français de cinq élus communistes qui ont quitté le parti et par ce geste exprimé la révolte des travailleurs français contre la trahison de Staline. Aussi se félicite-t-il de l'accord de salut public conclu entre ouvriers et patrons: salut aux travailleurs qui ont « *accepté de jeter bas la honteuse barricade de la lutte des classes pour rassembler toutes les énergies populaires face à l'ennemi* » pas dupes que, derrière la justice et la solidarité qu'on leur fait miroiter une fois la paix revenue, c'est un joug qui les attend (11 octobre).

Jusqu'au déclenchement de la guerre russo-finlandaise, les préoccupations majeures des quotidiens grenoblois portent sur la situation internationale: *Le Petit Dauphinois* s'intéresse particulièrement à la poussée soviétique, sa mainmise sur les États baltes, les pressions sur ceux des Balkans

ou en direction de la Turquie, ce qui lui permet de reprendre le thème du tsar rouge qui a enfilé les bottes de l'impérialisme russe traditionnel. Il en déduit qu'il est, dans l'alliance avec Hitler, le moteur, au point de reléguer ce dernier au rang d'un second contraint d'abandonner les espoirs du germanisme traditionnel de la marche vers l'Est. Il porte aussi son attention sur le front occidental promis à une offensive allemande qui ne saurait tarder. Aussi rend-il compte, sous forme de reportages dans diverses unités françaises, installées sur le front de Lorraine, de la qualité du moral, à partir de témoignages des combattants eux-mêmes; l'objectif est toujours le même: donner à l'arrière des nouvelles rassurantes. Amorcés dans la deuxième quinzaine d'octobre, les billets de G. Salonic se prolongent de manière plus ou moins régulière jusqu'au 20 novembre sous le vocable: « *Le Petit Dauphinois* au front ». Surtout les manifestations étudiantes de Prague, brutalement voire sauvagement réprimées, suscitent une vive émotion et l'indignation devant la transformation de la Bohême-Moravie en un immense camp de concentration où rugit la fureur teutonnes et le transfert de milliers de patriotes arrêtés vers les « géhennes de Buchenwald et de Dachau » tandis qu'« à Prague le four crématoire reste allumé jour et nuit » (20 mars). Cette allusion aux techniques d'élimination des adversaires en Tchécoslovaquie semble anticiper sur celles qui seront mises en vigueur pour résoudre la question juive. *Le Petit Dauphinois* accompagne ce jugement d'une autre information sur l'implantation de colons allemands dans certaines provinces polonaises, après l'expulsion des paysans locaux. Il fait part de la création d'une zone pour juifs déportés du Reich, de Pologne, de Prague et de Vilna: en réalité, un nouveau bagne où ils sont appelés, sous la férule des SS, à des travaux forcés auxquels sont astreints les hommes jusqu'à 70 ans, les femmes jusqu'à 55 ans (21 novembre). Première mention, au cours de la guerre, du sort réservé aux Juifs.

Même préoccupation à *La Dépêche Dauphinoise* devant la politique soviétique, plaçant sans complexe les États baltes sous sa tutelle; même jugement sur le prolongement par Staline de l'impérialisme tsariste, objet d'une remise en cause par ceux qui n'auraient jamais imaginé le communisme oppresseur: C'est un scandale de voir cette idéologie émule de l'hitlérisme (5 novembre) et il accorde aussi une place significative au martyre du peuple tchèque, consécutif aux manifestations étudiantes de Prague; selon l'auteur cela confirme que « *l'hitlérisme ramène les hommes du XX^e siècle aux âges barbares, au règne de Caïn* » (21 novembre) mais il s'est davantage inquiété du déclenchement de l'offensive allemande sur le front occidental prévue selon lui pour la mi-novembre. Comme elle ne s'est pas produite, il en tire la conclusion qu'Hitler a peur de la défaite en raison de la solidité du bloc allié, convaincu que son armée ne passerait pas, et d'ajouter: « c'est pour nous un

suffisant motif d'espoir, d'être absolument sûrs que nous passerons » (25 novembre); il s'agit toujours de rassurer.

La République du Sud-Est présente une autre originalité : l'attention particulière portée aux propos ou aux actions du pape Pie XII, en fidélité à la référence catholique sur laquelle est fondée son appréciation de l'information ; c'est dans ce cadre qu'est publiée l'intégralité de l'encyclique pontificale dans son numéro de fin octobre, qualifiée par Léon Poncet de « *voix de la vérité, de la raison, du cœur, de la vie puisqu'elle met le doigt sur les deux maux majeurs : excès de nationalisme, totalitarisme d'État* » (28 et 29 octobre). Voilà la base d'une paix juste et durable.

Il partage les mêmes analyses que ses confrères sur la politique suivie par l'URSS, sur le front occidental et en tire les mêmes conclusions ; il insiste sur l'importance que représente la ligne Maginot comme obstacle à une offensive allemande, même si celle-ci s'interrompt à la hauteur des Ardennes car le franchissement de cette zone est jugé à peu près impossible en raison même de la topographie des lieux et des travaux de fortification et d'organisation d'une liaison entre ces divers fortins qui parsèment la plaine des Flandres. La violation de la neutralité belge rendrait cette opération moins efficace qu'en 1914 (8 novembre).

Sous la plume de Léon Poncet apparaît un point de vue plus original sur les buts de guerre. Il est le seul, au plan grenoblois, à récuser la distinction entre une bonne Allemagne et une mauvaise, l'hitlérienne. La république de Weimar, à ses yeux, par sa politique, a rendu possible le réarmement du Reich, le pacte germano-soviétique et le partage la Pologne (25 novembre). Aussi préconise-t-il comme solution, lors de la conclusion de la paix après la défaite allemande, de se souvenir que lorsqu'elle est victorieuse, comme en 1871, l'Allemagne se sert copieusement, quand elle est vaincue, elle gémit sur les contraintes imposées tout en trouvant le moyen d'échapper au châtement mérité (26 octobre). Aussi faut-il revenir à la situation antérieure à l'unité allemande en privilégiant les particularismes locaux (12 novembre). Ce thème, Léon Poncet devait le reprendre à plusieurs reprises pour en faire la colonne vertébrale de sa position à l'égard de l'Allemagne. Lorsque l'actualité l'exige, comme lors des obsèques des émeutiers de Prague, les mesures d'asservissement de la Pologne, il retrouve un vocabulaire d'invective pour dénoncer de telles pratiques. Méthodes de pirates telles qu'on peut en attendre de barbares qui déciment l'élite intellectuelle des catholiques, en Bohême réduisent en esclavage les ouvriers tchèques ; il annonce même l'extermination totale de tout ce qui en Pologne compte de patriotes puisqu'ils pratiquent la déportation en masse de populations pour germaniser les espaces vitaux « qu'ils ont volés par le feu et le fer » (29 novembre).

En dépeignant cette situation préoccupante, Léon Poncet ne peut s'empêcher de faire le procès des politiques qui ont conduit à la guerre ; il s'appuie sur l'éditorial qu'il avait écrit pour le 20^e anniversaire de l'armistice de 1918 : « *Vingt années de laisser-aller, de paresse d'esprit, de vains bavardages, de divisions stupides épuisantes, vingt années de luttes électorales sans grandeur, dominées par le mensonge, la fraude ; vingt années d'expériences gouvernementales toutes plus bornées les unes que les autres, accumulant faillite sur faillite parce qu'elles s'appuyaient sur un régime faussé, vermoulu, parce qu'aucun des prétendus sauveurs n'a eu le courage d'accomplir les réformes utiles.* » Cette condamnation globale se prolonge par la mise en cause particulière du parti socialiste qui, aux côtés du parti communiste, a refusé lors du vote décidant la construction de la ligne Maginot de consentir un sou, voire même un centime à cette réalisation (24 octobre). Et s'il est prêt à reconnaître la nécessité d'une union pour faire face au danger hitlérien, il en appelle à Léon Blum pour qu'il exprime ses regrets devant les erreurs commises en politique étrangère : cela constituerait une « très légère expiation » (27 novembre). À lire ces lignes, l'union sacrée devient un pis-aller.

Enfin l'attitude des neutres préoccupe A. Chatonnay, il entend dégager la responsabilité de la France et de l'Angleterre dans le déclenchement du conflit tout en mesurant les conséquences : blocus de l'Allemagne, contraintes appliquées aux navires neutres, méthodes allemandes de guerre sous-marine et de dépôt de mines dénoncées avec véhémence. Car sont en jeu la liberté, la vie des démocraties dont la défaite conduirait inévitablement à l'asservissement.

La guerre soviéto-finlandaise (décembre 1939-mars 1940)

Une nouvelle étape est franchie avec l'intervention soviétique contre la Finlande. Les trois journaux font chorus pour s'en prendre à l'agresseur soviétique : pour *Le Petit Dauphinois*, il s'est jeté sur la Finlande, pour ses confrères, il a assailli la Finlande. Elle prend les couleurs d'un pays paré de toutes les vertus, une « *Athènes idéale composée de paysans lettrés, un pays sans fièvre du matin calme où fleurissaient la concorde, la tolérance, la paix* ». Désormais il est victime de la ruée de hordes asiatiques dont deux titres grenoblois présentent un tableau apocalyptique : selon *La Dépêche Dauphinoise*, ce sont « des Tartares vagabonds et probablement incapables de dire où est perchée la Finlande » qui sont venus des bords de l'Oural (3 décembre). Mais *Le Petit Dauphinois* l'emporte en violence contre ces « *cavaliers mongols, mangeurs de chandelles* » qui ont envahi la Pologne,

habillés de guenilles, s'étonnant devant le parfum des femmes, frappés de boulimie d'achats et de nourriture qui ont sans doute changé leurs antiques pétoires pour des fusils automatiques mais dont l'âme n'a pas changé (1^{er} décembre). C'est bien un bastion de la civilisation occidentale qui est frappé par cette barbarie cette fois-ci venue d'Orient.

Cette agression et l'ouverture d'un nouveau front de guerre, les trois quotidiens en font porter la responsabilité à l'URSS et à Staline en particulier. Le texte le plus violent figure dans l'éditorial de *La Dépêche Dauphinoise* du 15 janvier 1940, reliant l'approche du 1^{er} décembre. « *Tortueux, hypocrite, cafard, despote égaré hors des anciens âges, fabuleusement burlesque, Staline s'était jeté en septembre sur la Pologne assassinée pour la dépecer avec son assassin. Là il s'est jeté sur la Finlande : il est lui-même l'assassin, complice et émule de l'hitlérisme, plus écœurant que son ignoble allié puisqu'à la différence de Hitler, qui a tué l'idéal démocratique, il l'a exploité, bafoué, trahi.* »

Cette condamnation brutale, sans nuances, qui montre bien le degré d'engagement des quotidiens dans cette guerre aux côtés du gouvernement, trouve son prolongement dans la relance de la lutte contre l'ennemi intérieur ; mais avant d'aborder ce problème quelques remarques sur la manière de traiter la guerre russo-finlandaise. Les trois titres grenoblois sont au diapason pour saluer l'héroïque résistance d'une Finlande qui a refusé de baisser pavillon en dépit de la cruauté de l'agression : ils ne manquent jamais de mettre en évidence les bombardements sur les villages, les établissements hospitaliers ou maternités, sur les victimes civiles, pour rendre hommage aux combattants finlandais infligeant de lourdes pertes à des troupes soviétiques qui ne constituent pas une « armée de soldats » parce que désormais commandés par des privilégiés rouges, la plupart illettrés, « faisant songer aux favoris de la Grande Duchesse de Gerolstein » (*La République du Sud-Est*, 10 janvier). Au contraire, selon *La Dépêche Dauphinoise*, l'armée finlandaise peut compter sur cette personnalité, « *ni traîneur de sabre, ni culotte de peau* », le maréchal Mannerheim dont le visage sculptural, la clarté des yeux bleus, la stature sont comparables à ceux du maréchal Pétain, « le plus beau soldat de l'armée française » (25 janvier). Ce soutien sans failles les conduit, surtout *Le Petit Dauphinois*, à publier des bilans de victoire qui laissent interrogatif le lecteur. Ainsi, le 17 janvier, attaquent « trois chasseurs finlandais dix-huit bombardiers soviétiques, en abattent onze, mettent en fuite les sept autres » ou encore la perte en trois jours de 200 chars d'assaut (14 février). Mais la solitude dans laquelle se trouve la Finlande, la quasi-impossibilité pour la France et l'Angleterre d'envoyer des renforts en hommes et en matériel, en raison du

refus des neutres voisins, la Suède mais aussi la Norvège, suscitent à *La République du Sud-Est* une double réaction : une pression pour faire prendre conscience aux neutres des risques qu'ils encourent et rendre ainsi possible cette aide indispensable, et une campagne en faveur de la rupture des relations diplomatiques avec l'URSS, exclue de la SDN et dont l'ambassade sert de relais pour transmettre aux communistes les consignes du Komintern (plusieurs articles d'A. Chatonnay sur ce thème).

Mais le 14 mars, il faut se rendre à l'évidence : la Finlande doit céder et signer une « *paix totalitaire* » avec le monstre russe, selon Jean Perquelin dans *Le Petit Dauphinois*, avec un Staline curieusement comparé à Xerxès, « *le monstre le plus vil, le plus féroce de tous les conquérants mais il se moque bien de ceux qui le jugent. Il a pour lui la bêtise humaine, et dans ce moment même où l'infamie et la cruauté de ce broyeur d'hommes triomphent, elle s'écrie : Xerxès a toujours raison... Staline plus que jamais va s'entendre saluer du titre de "Père des Peuples" par d'incurables imbéciles qui font écho à de fidèles stipendiés* » (*La Dépêche Dauphinoise*, 14 mars). Et *La République du Sud-Est* d'en tirer la leçon : un grave revers ; si la Finlande a cédé, c'est qu'elle a été trahie par « la lâcheté de certains neutres qui croient avoir échappé à la guerre et n'ont sauvé que cette fragile illusion » (14 mars).

Dans ce contexte, la lutte contre l'ennemi intérieur, le communisme, fait l'unanimité dans la presse grenobloise avec une approche particulière selon la tonalité de chaque feuille. À *La République du Sud-Est*, ce thème est récurrent ; toutefois ce conflit fournit le détonateur nécessaire à une reprise plus vigoureuse : une dizaine d'articles, surtout des éditoriaux de L. Poncet lui sont consacrés. Dès le 1^{er} décembre, il met en garde contre une préfiguration de ce qui attendait la France : « *Les agents moscovites affublés des masques du Front populaire se préparaient tranquillement mais le gouvernement a réagi ; il faut aller au bout* » (1^{er} décembre). Pour cela il appuie son argumentation sur la longue liste des groupements et associations en lien étroit avec le PC (5 décembre). En janvier, il revient à la charge quand Staline appelle à l'intensification de l'action communiste en France. Il va même jusqu'à titrer : « *Nous l'avons échappé belle* » le 30 janvier à partir d'un constat, l'impact des thèses communistes dans les milieux intellectuels ou culturels, voire auprès d'une minorité bruyante de catholiques, ceux qui ont défendu les rouges d'Espagne. Ce parti fut l'artisan et le meneur du Front populaire, in filtré à des postes importants de la Chambre des députés, d'où l'agitateur bolchevique pouvait, avec Moscou et peut-être même avec Berlin, aspirer à désarmer les soldats par le freinage de la production (25 janvier). Il convient donc de « *désintoxiquer les masses* » en proposant autre chose que le paradis commu-

niste parce qu'il cache un « enfer ou à tout le moins un purgatoire » (24 janvier) en s'appuyant sur les certitudes des encycliques pontificales ou les propositions d'Émile Romanet sur la relation capital-travail. Il faut brandir la condamnation pontificale du national-socialisme. Il est bon de ne pas oublier qu'un Allemand, Karl Marx, est à l'origine du socialisme, « l'entreprise la plus puissante qui ait jamais été tentée pour détruire l'idéal humain de liberté individuelle et sociale proposée au monde par le christianisme » (5 février). Aussi apporte-t-il sa caution à la suggestion du conseil municipal de Paris d'expulser des administrations publiques ceux qui se réclament de cette obéissance ; un encart de ce même numéro pose la question : « La nation française sera-t-elle subjuguée par 20 000 asservis à Moscou ou saura-t-elle les mater ? » Enfin il annonce la déchéance de la nationalité française de M. Thorez (21 février). Pour relever le défi de la subversion communiste, *La République du Sud-Est* lance une grande souscription : 500 000 francs sont demandés aux lecteurs pour assurer la survie du journal et ainsi permettre la diffusion des valeurs chrétiennes. Lancée le 4 février 1940, elle trouve dans l'éditorial de L. Poncet du lendemain sa justification profonde : récuser la neutralité de la presse, comme celle de l'enseignement, car on ne peut mettre sur le même plan le vrai et le faux, le bien et le mal ; au contraire il faut développer une propagande en faveur des idées saines, celles qui tendent à justifier la famille, à restaurer le spirituel, à protéger la patrie. En une semaine, il recueille 80 000 francs avec, parmi les souscripteurs, l'évêque de Grenoble, M^{gr} Caillot, les responsables de la Ligue dauphinoise d'Action catholique (Gariel, Dagallier, Silvy) sans négliger l'apport de l'agent de change G. Neyton. À la veille de la signature de la paix entre la Finlande et l'URSS, les versements atteignent 410 000 francs, l'objectif des 500 000 francs l'est quelques semaines plus tard. À sa clôture, le directeur rappelle la signification du combat engagé par ce quotidien dont ce résultat assure la survie : un journal « *au service de la Vérité* », qui exclut la haine, mais au plan économique et social mise sur la collaboration de tous les éléments de la production en assurant une juste rémunération du travail et du capital, un respect de la propriété légitime ; également vérité politique « qui commande de ne pas confondre démagogie et progrès, licence et liberté, désordre électoral et démocratie » ; enfin vérité religieuse, qui sert de guide et d'inspiratrice. Alors que le front occidental est relativement calme, le journal se permet quelques entorses avec l'union nécessaire pour faire resurgir les tendances habituelles de ce titre et ne pas craindre de croiser le fer avec ceux qui, comme lui, défendent le pays.

De son côté, *La Dépêche Dauphinoise* participe avec vigueur à la dénonciation des menées communistes. Dès le 3 décembre l'éditorialiste montre du doigt Maurice Thorez et Jacques Duclos prêts à servir les intérêts de Moscou

en « bourrant le crâne des naïfs et des crédules » ; il approuve la déchéance, proclamée par la Chambre des députés, des élus moscoutaires, ajoutant qu'il importe à la sécurité de la patrie de mettre définitivement hors d'état d'entraver la défense nationale « *ces techniciens des menées anti-françaises, de la démagogie, de la division et du sabotage* ». Il refuse toutefois une répression aveugle, proposant même de tendre la main aux communistes pour qu'ils retrouvent la véritable tradition ouvrière et patriotique (2 février 1940) ; il s'appuie, pour ce faire, sur le billet de la CGT qui demande aux travailleurs de reconnaître que Hitler et Staline sont les bourreaux de la classe ouvrière et qu'en conséquence, rejeter les agents de Moscou de l'organisation syndicale s'impose (12 février). Désormais ce quotidien, comme ses confrères, présente de manière appuyée les informations qui rendent compte des arrestations de militants communistes et lorsque le 4 avril un large titre mentionne les condamnations des députés communistes, il laisse la parole à la « tribune de la CGT » pour affirmer que les staliniens n'ont jamais servi le mouvement révolutionnaire mais qu'ils s'en sont servis.

Sur ce thème, les titres grenoblois se font le relais auprès de l'opinion publique de la politique conduite par le gouvernement. Ils sont conscients d'apparaître comme un rouage de la propagande nationale, celle de l'unité nécessaire face aux menaces extérieures. Les reportages parus dans *Le Petit Dauphinois* ou *La République du Sud-Est* sur la vie au front dans différentes unités, participent du souci de donner des informations sur la qualité du moral des troupes et à ce titre-là, en se rendant sur la frontière italienne, on poursuit le même objectif alors que l'Italie est encore en dehors du conflit. Quel que soit le quotidien, prédominent un style chargé d'anecdotes, prime-sautier, un ensemble de saynètes accrocheuses cherchant avant tout à donner une vision euphorique et positive des mobilisés. Il n'empêche, cette unité ne s'accompagne pas d'un discours univoque : les textes de Léon. Poncet en sont une traduction éclatante.

L'arrivée au pouvoir de Paul Reynaud (22 mars 1940)

La chute du gouvernement Daladier et la mise en place de l'équipe P. Reynaud en sont un autre exemple. Toutefois tous s'accordent à reconnaître que la démission du gouvernement ne met pas en cause la personne de son chef mais pour *La République du Sud-Est*, ce changement doit permettre de modifier la méthode de gestion du conflit, pour *Le Petit Dauphinois*, la création d'un gouvernement de salut public rompt avec la pratique de la république des camarades, la rapide constitution du ministère Paul Reynaud,

malgré sa très courte majorité d'une seule voix, montre que la situation de guerre a pesé sur la décision finale. J. Perquelin, au *Petit Dauphinois*, salue en termes tonitruants la déclaration ministérielle, « *simple comme un coup de clou* » (23 mars), « *elle concentre tous les efforts sur la conduite de la guerre afin d'aller vers l'épreuve la tête haute, se préparer non à la subir mais à la maîtriser avec une âme de vainqueurs* » (27 mars). À *La Dépêche Dauphinoise* paraissent significatifs le maintien de Daladier au ministère de la guerre et la participation des socialistes à ce cabinet de lutte : en faisant appel aux représentants des classes laborieuses, Paul Reynaud affirme l'impératif de mobiliser cette force indispensable au succès de notre armée (24 mars).

La République du Sud-Est s'inscrit dans une démarche différente : déjà elle avait mis en cause le Front populaire pour la gestion dispendieuse des réformes qui avait amputé le financement de la guerre ; aussi s'étonne-t-elle de l'appel fait aux socialistes car, selon L. Poncet, « rien de bon, de durable, de sérieux ne se fera tant que les naufrageurs et les professionnels de la démolition, responsables des malheurs de la France n'auront pas été châtiés et rejetés dans l'ombre dont ils n'auraient jamais dû sortir » (7 avril). Et cependant quelques jours plus tôt un autre point de vue s'était exprimé. L'auteur avait déploré que l'unité n'ait pu se faire de Blum à Marin avec cette réflexion pertinente : « *Si les hordes de Hitler avaient raison de nous, socialistes ou pas socialistes, catholiques ou pas catholiques, nous serions tous logés à la même enseigne, dans les mêmes camps de concentration et sous la même schlague* » (28 mars).

Dans ce contexte, et profitant de la Semaine sainte, les billets se multiplient dans ce quotidien pour dénoncer ces nouveaux barbares issus des plaines germaniques, avec leurs desseins d'asservissement ; ils ont déjà dressé de nombreuses croix sur lesquelles ils ont cloué de pauvres victimes : l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne. Ils se veulent les héritiers des « *dieux lascifs et cruels* » de l'Antiquité, des « *dieux légers des philosophes et de la déesse Raison, des dieux grossiers du matérialisme moderne* ». Mais comme ceux-là ont disparu sous le sang des martyrs ou au baptême de Reims, voire dans les excès de la Terreur de 93, le temps est venu de se mobiliser pour que « le carillon des églises sonne la victoire » (24 mars). Elle sera remportée non seulement sur Hitler mais sur « l'esprit d'un peuple à la fois moutonnier et belliqueux, toujours prêt à suivre un chef de guerre » (23 mars). Pour le lectorat de *La République du Sud-Est*, ce quotidien se veut non seulement un informateur mais l'éveilleur d'une prise de conscience. Au moment où se joue le drame sur le front occidental, où, avec l'accord conclu entre la France

et l'Angleterre, tous développent le thème du bloc indissociable, prélude peut-être à une fusion des deux nations une fois la victoire obtenue, encore que M. Farges mette en garde : « *La peau de l'ours n'est pas encore à l'état de dépouille* » (30 mars), d'autres décrivent le peuple allemand désarmé.

Les offensives allemandes et la défaite de la France

La campagne de Norvège (avril-juin 1940)

Le réveil est brutal avec l'agression déclenchée le 10 avril contre le Danemark et la Norvège en réponse à la pose de mines alliées dans les eaux territoriales scandinaves afin de renforcer le blocus de l'Allemagne, ce que devait illustrer la formule de Paul Reynaud : « La route du fer est et restera coupée. » Cette formule, spectaculaire, n'est guère exploitée par la presse dauphinoise même si l'argumentation développée pour justifier l'expédition franco-britannique sur Narvik est bien en rapport avec l'exportation du fer suédois.

Le 10 avril, les trois titres grenoblois barrent leur première page d'un titre bandeau dont l'esprit est voisin mais dont la formulation diffère : pour *Le Petit Dauphinois*, « La bataille du fer est engagée » ; pour *La Dépêche Dauphinoise*, « Coup de force hitlérien dans le nord de l'Europe » ; pour *La République du Sud-Est*, « Hitler déclenche une nouvelle agression ». L'image du fauve qui sort de sa cage est largement utilisée et ils s'entendent tous pour voir dans cette extension du conflit « *une lourde erreur stratégique* » commise par le tyran hitlérien, puisqu'elle donne lieu au soutien des Alliés à la Norvège agressée mais se mobilisant pour résister.

Aussi la presse accorde-t-elle aux péripéties en Norvège une place prépondérante, notamment pendant la seconde quinzaine d'avril. Ainsi les quotidiens grenoblois tirent partie du « vibrant hommage » rendu par P. Reynaud devant les députés aux combattants de Norvège, pour le 12 avril illustrer ces événements par des titres significatifs :

Au *Petit Dauphinois*, « *l'heure de l'expiation* » se profile à l'horizon de l'Allemagne, que le film de la journée explicite « en se portant à Narvik, les Alliés interdisent à l'Allemagne de bénéficier du fer de Kiruna et viennent de lui porter un coup décisif », avec les succès remportés lors de la première bataille navale dans le fjord de Narvik par la marine britannique appuyée par quelques unités françaises. *La République du Sud-Est*, en seconde page signale que Narvik, Bergen et Trondheim ont été reprises à l'ennemi. Surtout

le commentaire fait preuve d'un optimisme étonnant avec cette affirmation que l'Allemagne a d'ores et déjà perdu la bataille de Scandinavie car « La Bête est touchée, elle crie, se démène mais l'étreinte se resserme ». Dans *La Dépêche Dauphinoise*, le 15 avril, M. Farges présente l'événement comme un tournant dans la guerre avec la mise en pièces d'une partie de la flotte allemande grâce à l'impétuosité du sang de Marlborough.

Dans les jours qui suivent, chaque quotidien apporte son point de vue. *Le Petit Dauphinois*, le 14 avril, détaille les pertes subies par la marine allemande coincée dans le fjord : sept destroyers coulés, évacuation possible du port de Narvik par les troupes nazies alors que les dégâts subis par les unités anglaises seraient minimes (on devait apprendre un peu plus tard le sort du contre-torpilleur Hardy, coulé). Le lendemain le surtitre précise : « La ville de Narvik abandonnée par les Allemands ». Surtout le commentaire est révélateur d'un certain manque de discernement puisque l'auteur du film de la journée voit dans cette double victoire navale le signe que les Allemands sont *boutés hors de Norvège* et il ajoute : « C'est un grand succès de prestige qui ouvre des possibilités nouvelles » pour les Alliés. Ils peuvent, en cas d'agression contre la Suède, couper la route du fer, ce qui serait une *victoire sans appel*. Dans *La Dépêche Dauphinoise*, M. Farges commente le titre choisi par son quotidien : « Audacieuse opération » et le lendemain, un titre bandeau annonce la libération de Narvik, une information prématurée quand *La République du Sud-Est* évoque le débarquement de troupes en plusieurs points de Narvik, qui, avec ses environs, sont entièrement aux mains des Britanniques et signale les lourdes pertes allemandes en transports de troupes. Le 18, Léon Poncet choisit l'image de la marmite norvégienne dont « l'explosion pourrait être fatale à l'Allemagne » ; le lendemain encore, ce journal titre sur la chasse que conduisent les contingents anglais et norvégiens repoussant les troupes allemandes en direction de la frontière suédoise (18 avril). Cette première phase trouve sa conclusion dans l'arrivée des chasseurs alpins français débarquant à Narvik sans connaître les moindres pertes humaines ce qui laisse entendre que la présence allemande est encore forte dans le fond du fjord (21 avril). Ce même jour, J. Perquelin qui a repris la rubrique « le film de la journée », fait prendre conscience que la France, en venant au secours de la survie de la Norvège, défend aussi ses intérêts vitaux. Il appuie cette affirmation sur la compétence du géographe grenoblois, Raoul Blanchard, pour qui la Norvège est « une proie coriace difficile à mordre » (22 avril) même s'il tempère l'optimisme de départ : pour l'Allemagne la situation est grave mais non désespérée (17 avril).

Avec les revers subis dans la première semaine de mai, on range tambours et trompettes pour adopter un langage plus réaliste ; dans *La Dépêche Dauphinoise*, M. Farges rappelle que la guerre sera longue et dure (4 mai). Il cherche à faire oublier les échecs subis par l'armée norvégienne et le contingent britannique en soulignant les succès remportés par les chasseurs alpins à Narvik tandis que J. Perquelin met le doigt sur l'infériorité alliée en matière d'aviation. Aussi devant une situation moins favorable, marquée par l'échec de la jonction entre les troupes anglaises et les Norvégiens autour de Trondheim, il en tire une conclusion. Le repli nécessaire consacre l'abandon aux nazis de la Norvège centrale, les laissant maîtres de leur opération de brigandage (4 mai). *La Dépêche Dauphinoise* et *La République du Sud-Est*, dans de telles circonstances, publient les reportages de l'envoyé spécial de l'agence Havas, rapportant à la fois le récit des deux batailles navales engagées par les Britanniques dans le fjord de Narvik et les rencontres avec nos chasseurs confrontés à des conditions climatiques très difficiles mais dont le courage ne fait pas défaut malgré le manque de soutien de l'aviation alliée.

Cette priorité aux opérations en Norvège septentrionale se prolonge jusqu'au 11 mai ; en particulier le retour en Grande-Bretagne d'un premier contingent français donne des informations sur la barbarie nazie dont les avions pilonnent les civils qui fuient, ce qui souligne que les forces alliées sont en position défensive en Norvège centrale et que l'opération de soutien tourne au fiasco (9 mai). Sans doute est-ce la raison qui conduit les quotidiens grenoblois à analyser la situation des neutres sur qui pèse une menace allemande : la Suède d'abord, mais également la Hollande dont *Le Petit Dauphinois* assure le 9 mai qu'elle « ne se laissera surprendre en aucun cas » et que « les mesures de défense ont été étendues jusqu'au littoral pour parer à une éventuelle attaque allemande par la mer ». Et l'élargissement des pouvoirs de Churchill est salué par *La Dépêche Dauphinoise* comme l'affirmation d'un homme « possédant à la fois assez de patriotisme et d'énergie combative pour gagner la guerre parce qu'il est de la race des grands chefs de guerre » avec cette comparaison laudative « Il y a du Tigre dans ce bouledogue » (8 mai). En tout cas, il fait état de la note du gouvernement polonais en exil sur les méthodes allemandes de gangsters : tortures et massacres datés et authentifiés sur de jeunes hommes, déportations de populations expédiées en Allemagne par pleins wagons comme du bétail ou des esclaves (*Le Petit Dauphinois*, 24 avril). Il s'agit de donner corps à la menace qui pèse sur la civilisation.

Dans cet univers où les nuances entre chaque titre n'obèrent pas trop l'orientation générale de l'information, *La République du Sud-Est* adopte

une attitude très spécifique : sous l'égide de Léon Poncet, avec l'aide d'Antoine Bérard, elle mène une violente campagne antisocialiste. Le 14 avril elle reprend un flambeau qu'elle n'a jamais complètement abandonné. Dénoncée comme un parti de lutte des classes et surtout de guerre religieuse, la SFIO est présentée comme favorable à une paix sans vainqueur ni vaincu, avec à sa tête, un Léon Blum, spécialiste de l'erreur. Aussi les éditorialistes chroniqueurs en tirent-ils une leçon : la paix revenue, il faudra « faire disparaître la France des politiciens et des profiteurs, sortir des divisions stérilisantes, des urnes truquées, des slogans trompeurs, des illusions ridicules ou dangereuses » (17 avril). Ce rejet est confirmé par un autre papier, en date du 21 avril, vu comme une condamnation sans appel des socialistes, sous la forme d'un véritable acte d'accusation. Il demande qu'on fasse clairement la distinction entre ceux qui ont vu clair et ne se sont jamais trompés, qui ont voulu tirer de la victoire de 1918 les conséquences justes et nécessaires et ceux qui ont saboté cette victoire, ceux qui ont défendu la paix et ceux qui l'ont ruinée en acceptant et en facilitant la restauration militaire de l'Allemagne, ceux qui ont consenti des sacrifices que nécessitait notre défense nationale et ceux qui ont placé celle-ci bien au-dessous de leurs intérêts électoraux, ceux qui ont épargné à la France une nouvelle invasion en édifiant la ligne Maginot et ceux qui ont systématiquement combattu cette mesure sous le prétexte grossier qu'il ne fallait pas enrichir les marchands de béton en construisant des fortifications inutiles, ceux qui ont sauvé le pays et ceux qui l'ont trompé et exploité (24 avril). Harosur le passé de la SFIO au prix d'une véritable déchirure dans l'union pourtant conçue comme nécessaire. On est loin de la répudiation de l'esprit partisan proclamé par ailleurs.

Ses confrères, s'ils invitent leurs lecteurs à ne pas se laisser contaminer par la cinquième colonne, se gardent bien de rompre le pacte tacite de l'unité nationale d'autant plus que les socialistes sont membres du gouvernement. L'offensive allemande du 10 mai vient remettre les pendules à l'heure. Désormais, les combats en Norvège cèdent la priorité au front occidental où se joue le sort de cette guerre. Sans doute, le 30 mai, annonce-t-elle la prise de Narvik et le repli des nazis en direction de la frontière suédoise ; triste consolation que cette victoire due aux chasseurs du général Béthouard alors que le camp retranché de Dunkerque vient d'être submergé. La dernière mention de cette ville norvégienne a trait, le 19 juin, au rappel du corps expéditionnaire en Grande-Bretagne détruisant, avant de quitter les lieux, les installations portuaires et ferroviaires pour rendre l'installation des nazis moins bénéfique dans l'immédiat. Ce 19 juin, les Grenoblois ont d'autres préoccupations que le devenir d'une ville dont beaucoup ignoraient tout avant le conflit. Leurs soucis les portent sur Voreppe où vient mourir l'offensive allemande avant la signature de l'amistice. Comment en est-on arrivé là ?

La campagne de France (mai-juin 1940)

Le déclenchement de l'offensive allemande à l'ouest entraîne la presse locale grenobloise dans une nouvelle étape de sa mobilisation. Organes d'information, les journaux le demeurent en s'efforçant, sous forme de titres, surtitres et sous-titres, de donner l'essentiel du déroulement de la bataille mais ils la colorent en accentuant leur engagement aux côtés de l'armée dont ils saluent l'héroïsme et du gouvernement résolu à tenir tête à l'envahisseur. Leur objectif prioritaire : rassurer et affirmer la nécessité de tenir, surtout quand le sort des armes devient de plus en plus défavorable.

Dès le 12 mai, la mise en scène de l'événement témoigne de l'importance de l'enjeu. *La République du Sud-Est* place dans sa manchette un slogan : « *comme en 1914, un seul mot d'ordre : ils ne passeront pas !* » et la une est organisée en forme d'une succession de titres avec en bandeau : « L'Allemagne déclenche une immense offensive à l'ouest en envahissant la Belgique, la Hollande, le Luxembourg ». Plusieurs phrases suivent : « Les forces hollando-belges résistent héroïquement, les armées alliées se sont portées immédiatement au secours des nations odieusement attaquées, l'union sacrée est réalisée au sein du cabinet français, W. Churchill remplace Chamberlain à la tête du gouvernement anglais. » *La Dépêche Dauphinoise* propose un titre bandeau plus sobre : « Les troupes allemandes ont envahi, hier à l'aube, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg », avec ce sous-titre « Les alliés ont immédiatement répondu à l'appel des trois États », ajoutant en quatrième page qu'au secours de ceux-ci, « les troupes franco-britanniques se sont portées en avant sur tout le front de la mer du Nord à la Moselle » et il fait connaître le remplacement de Chamberlain par Churchill.

Ces nouvelles sont orchestrées par des éditoriaux vigoureux. À *La Dépêche Dauphinoise*, Farges emploie le terme de « *lutte à mort* » pour qualifier la ruée allemande, reprend un terme qui a déjà servi, celui de brigandage de la part d'une puissance qui massacre les populations pour mieux les défendre ; maintenant il se tourne vers le chef de l'armée, élève de Foch (la référence aux vainqueurs de 14-18 vient immédiatement sous la plume des journalistes) pour répondre à l'agression. L. Poncet, dans son papier « *Haut les cœurs* », utilise des termes identiques (brigandage et rapine), et après un coup de griffe aux « *niaiseries socialo-pacifistes* » il prône une France dressée pour sa survie contre l'éternelle Allemagne avec ce message qu'avec l'aide de Dieu, elle tiendra à condition de le vouloir avec une inflexible volonté. *Le Petit Dauphinois* reprend l'image d'un Attila moderne, le nouveau chef des Huns, le monstre sans foi ni loi qui n'a plus que le diable avec lui puisqu'il a même

voulu chasser Dieu. Plus encore qu'un remake de 1914, de cette bataille d'Occident pourrait dépendre, comme de celle de Poitiers, le sort du monde. Aussi faut-il que la France soit dressée pour sauver son existence : la victoire est certaine, car il n'y aura pas de nouveau Charleroi cette fois-ci – toujours la référence à 1914 – grâce aux soldats du Droit et de la Liberté. L'armée doit être courageuse afin que puisse se lever l'aube glorieuse sans trop de crêpes sur la soie des drapeaux alliés de 1914-1918, un à un retrouvés, (dans cette formule, on voit poindre l'espoir d'une intervention américaine) et dans cette vision un peu euphorique, les journaux grenoblois finissent même par annoncer l'échec de la guerre-éclair en Hollande. La capitulation de l'armée néerlandaise vient détruire cet optimisme. Pourtant les Pays-Bas ne se retirent pas de la lutte : souverain et dirigeants politiques s'exilent volontairement à Londres, mettant au service des Alliés la richesse de l'empire des Indes néerlandaises. Cependant *La Dépêche Dauphinoise* apporte une touche d'humanité en se montrant soucieuse que soient épargnées les vies humaines quand *La République du Sud-Est* voit dans la politique de neutralité des Pays-Bas la responsable d'une telle catastrophe (15 mai).

Désormais ils suivent et font suivre à leurs lecteurs, dans une pagination réduite par décision gouvernementale, les diverses faces de cette lutte titanique pour le succès de laquelle il reste à faire confiance à l'armée et à ses chefs afin de déjouer ces plans audacieux qui rappellent étonnamment l'été 1914 (*Le Petit Dauphinois*, 13 mai) avec quelques points forts. Devant la tournure prise par les combats, les appels à vaincre ou à mourir, comme le demande le général Gamelin, à tenir coûte que coûte, répondent aux cris de haine de l'ennemi ; seule compte la victoire afin de ruiner l'objectif hitlérien d'assurer à « l'Allemagne une éternité de mille ans » (*Le Petit Dauphinois*, 16 mai). Ce quotidien accompagne ces informations de descriptions apocalyptiques de l'invasion germanique : « *Le feu est partout, et devant cette ruée frénétique, le beau soldat de France résiste avec vaillance... C'est l'heure du sacrifice total ; c'est aussi l'heure de la rédemption, du grand sursaut, car la France peut tenir* » (le passage du devoir à la possibilité témoigne de la crainte suscitée par les succès allemands) (*Le Petit Dauphinois*, 18 mai). Des formules voisines se rencontrent chez ses deux confrères : à *La République du Sud-Est*, « *Barrer la route à l'envahisseur ; toute la France debout pour sauver la patrie* », slogans accompagnés d'une critique acerbe des précédents gouvernements « *Alors que l'Allemagne qui, certes au prix d'une félonie contre deux petits États, a pu pénétrer en France en disposant d'un formidable matériel de guerre, nous nous livrons au jeu dangereux du pacifisme aveugle et d'une politique imprévoyante pour laquelle il faudra rendre des comptes* » (17 mai). Cette diatribe manifeste, à l'heure où il serait

impérieux de serrer les rangs, une volonté de prendre ses distances avec certains des membres du gouvernement P. Reynaud ; on a l'impression qu'à cette date, Léon Poncet a déjà intégré la défaite et qu'il se prépare à en faire payer les conséquences à ceux qu'il cloue au pilori. Il soutient le gouvernement désormais du bout des lèvres.

À *La Dépêche Dauphinoise*, Marcel Farges demande qu'on ne s'éloigne pas trop des commentaires officiels puisqu'ils sont d'une véracité absolue ; il incite donc à se garder de conclusions défaitistes (17 mai) mais le 20 mai, il s'interroge sur l'incurie à l'origine du manque d'engins blindés et d'avions et si trop de temps a été perdu, plus un moment ne reste à perdre, surtout que les ouvriers sont prêts à ne pas chômer jusqu'à la victoire afin de donner aux combattants les moyens de vaincre. Le 22, il se réjouit que des sanctions aient été prises à l'égard de responsables défailants comme cela avait été pratiqué à la veille de la bataille de la Marne. En cela, il se fait le porte-parole d'une opinion inquiète et il trouve, comme ses confrères, des réponses dans les choix opérés. En effet, les remaniements au sein du commandement, avec l'appel à Weygand, après le limogeage du général Gamelin, le renforcement des pouvoirs de Paul Reynaud qui prend en main la Défense nationale jusqu'alors placée sous l'autorité de Daladier, l'entrée comme vice-président du conseil de Philippe Pétain apportent une bouffée d'oxygène que symbolise la publication des photos côte à côte de Pétain et Weygand et surtout les commentaires qui annoncent des lendemains meilleurs puisqu'on mobilise les vainqueurs de 1918. Ces mutations sont saluées par des jugements louangeurs sur Pétain, « glorieux soldat accoutumé aux orages... redresseur de torts » au *Petit Dauphinois*. Les termes sont plus encore dithyrambiques à *La Dépêche Dauphinoise* : « Soldat le plus pur, le plus calme, le plus indomptable, le chef de marbre et de fer dont l'entrée au gouvernement opère aussitôt le ralliement de toutes les énergies de la race » (sic) (19 mai). Il en va de même pour Weygand qui, comme Pétain a le cœur chaud mais la tête froide, l'esprit prompt. Malgré la confiance qu'on lui accorde, il hérite d'une situation rendue difficile par les fautes de ses prédécesseurs (22 mai) J. Perquelin, au *Petit Dauphinois* préfère voir en lui le dépositaire et l'héritier de la sagesse de Foch, encore un vainqueur de 1918. Ce patronage de Foch se retrouve à *La République du Sud-Est*. Mais Léon Poncet le dépeint sous deux aspects, celui d'un chef militaire et celui d'un écrivain de grande classe : ce compliment apporte-t-il une compétence particulière en ces jours difficiles, car la qualité de rédaction des ordres du jour ne saurait compenser l'infériorité en matériel de l'armée française ? Rien n'est moins sûr.

Avec cette confiance en ces deux chefs militaires reposant sur une histoire déjà ancienne, ce dernier quotidien en tire une conséquence plus large : celle d'un redressement qui ne serait pas exclusivement militaire car « *la France est enfin gouvernée et nos armées commandées... Nous sortons enfin du règne de la facilité, de la logomachie électorale... Les chefs sont limogés, des fonctionnaires sont révoqués; la paresse, reine du Front populaire, détrônée, l'incurie, le laisser-aller, le va comme j'te pousse ne sont pas tolérés. Le travail est remis à l'honneur avec le sens du devoir* » (26 mai). Ce réquisitoire contre les gouvernements précédents se développe dans un contexte marqué par une accentuation de la pression allemande ; si la France en est là, c'est le fruit d'une politique qui a avili le franc, saboté la victoire, dénoncé la construction de la ligne Maginot et donc affaibli la défense nationale, dévoyé la politique extérieure en conduisant à la réalisation de l'axe Rome-Berlin sans négliger le refroidissement des relations franco-espagnoles par la complicité avec les Rouges (3 juin). Mobilisé pour sauver le pays, ce quotidien entend que l'objectif, outre la victoire, devienne une transformation en profondeur du régime. Aussi accorde-t-il une importance particulière à la singularité de la cérémonie religieuse autour de l'archevêque de Paris entouré des membres du gouvernement, centrée sur la supplication adressée aux saints de France pour qu'à l'image de Geneviève, ils délivrent le pays des Barbares (20 mai), d'autant plus qu'Hitler n'est plus désormais que le cheval de Troie du stalinisme qui a transformé son peuple en un troupeau d'esclaves au service d'une oligarchie restreinte. Par-delà l'Allemagne, le véritable adversaire est clairement désigné : le communisme, l'enjeu : l'avenir de la civilisation chrétienne.

Mais l'urgence est ailleurs maintenant que les lignes françaises sont percées et que le sort de la bataille se fait de moins en moins favorable malgré des titres qui insistent sur les contre-attaques lancées par les unités françaises, sur le courage héroïque des troupes luttant pied à pied, submergées qu'elles sont par un ennemi bénéficiant de la double supériorité du matériel et des hommes. Cela donne à un Léon Poncet l'occasion de préciser qu'une fois la victoire et la paix revenues, il appartiendra de faire une bonne politique fondée sur la famille, « *une famille nombreuse, aimée, heureuse, celle qui protège du divorce, de l'immoralité, des manœuvres criminelles - il faut entendre la contraception - et sur le renouveau des forces spirituelles, mère de toutes les vertus* » (*La République du Sud-Est*, 25 mai). *La Dépêche Dauphinoise*, elle, exalte la solidité de l'alliance avec la Grande-Bretagne menée par un Churchill qui fait pleine confiance aux armées françaises comme la France voit en la Grande-Bretagne une alliée fidèle reposant sur « une flotte souveraine des mers, une armée de plus en plus aguerrie, une

magnifique RAF qui harcèle l'ennemi, une alliée qui montre une abnégation à la hauteur des risques que lui fait courir, comme à nous, une tyrannie monstrueuse » (24 mai).

Cette abnégation dans le tragique a l'occasion de s'illustrer dans une bataille des Flandres à l'issue compromise par la capitulation militaire imposée par le roi des Belges à son armée. L'ensemble de la presse grenobloise, à l'égal des autres quotidiens français, fustige une telle trahison condamnée par le gouvernement belge. *La République du Sud-Est* se borne à titrer sur la trahison, reprend ce terme lorsqu'elle évoque les conditions épouvantables des combats dans la nasse de Dunkerque. Mais ses concurrents ont d'autres approches en insistant sur les conséquences d'une telle décision. À *La Dépêche Dauphinoise*, Marcel Farges, après avoir placé son éditorial sous la réaction de P. Reynaud et son sursaut d'horreur, rédige un papier très violent à l'égard du responsable de la capitulation. « *Indignation et colère chez les Belges réfugiés chez nous qui donc souhaitent, demandent que l'abominable agresseur soit châtié. La forfaiture du roi Léopold, ordonnant à son armée nationale de mettre bas les armes en pleine bataille, a semblé à ces Belges une insulte à leur patriotisme, à leur soif ardente et légitime de vengeance. Ils ont maudit le roi dégénéré, le souverain sans honneur, ils l'ont insulté. En pensée ils lui ont craché à la figure... Un roi infâme désert et passe à l'ennemi. Un peuple de braves forme carré autour du drapeau. Un misérable prince jette son épée et prend la fuite.* » Il s'en prend à « *la forfaiture d'un souverain frappé du mépris qu'engendre dans la population belge le choix d'un fils dégénéré, un souverain sans honneur qui déserte et passe à l'ennemi. Les Belges sont nos compagnons d'armes. De hautes figures planent toujours au-dessus de leurs rangs, le roi chevalier, le bourgmestre Adolphe Max, le cardinal Mercier et tous les héros de Liège et de l'Yser. Quel malheur pour eux et pour nous que la félonie de ce fils de Preux! Toute la France songe angoissée à ses enfants, fine fleur de la race, qui continuent de combattre le dos à l'abîme, avec, au flanc, la plaie que leur a faite... ce jeune Bazaine couronné que la conscience de tous ses soldats voue au peloton d'exécution* » (28 mai). Il ne craint pas de déclarer que cet homme, vassal d'Hitler, a prémédité son coup (29 mai).

Ce même jour, *Le Petit Dauphinois* a annoncé la capitulation du roi des Belges en lui consacrant l'intégralité de sa première page avec une série d'informations en forme de titres, de brèves et une affirmation : « foi intacte dans la victoire, nous tiendrons et parce que nous aurons tenu, nous vaincrons ». Le 2 juin cependant, J. Perquelin déplore que « *l'infortunée Belgique, piétinée, écartelée [ait été] livrée pantelante et sanglante au bon plaisir du*

reître par celui même qui avait, par héritage, accepté d'en défendre l'honneur et la liberté. Oublieux de sa lointaine filiation avec Henri IV, il a même utilisé un panache blanc pour se rendre, signer sans conditions en pleine bataille la capitulation de son armée » (Le Petit Dauphinois). De nouveau le lien est fait avec le traître couronné lorsqu'est mentionnée « la lutte sauvage des armées alliées contre les flots gris de l'inondation barbare » renforcée par le geste de Léopold.

Dès lors, la bataille autour de Dunkerque retient l'essentiel de l'attention des 4 ou 5 juin selon le titre; l'annonce est faite que l'épopée touche à sa fin ou même est terminée et que la résistance acharnée des combattants aura permis de rembarquer 395 000 hommes; ainsi la plus grande partie de l'armée des Flandres a-t-elle été sauvée avec cet achèvement de la bataille, l'information se déplace sur le secteur du Chemin des Dames, avec ce commentaire curieusement en contradiction avec la réalité: « L'offensive d'Hitler marque aujourd'hui un temps d'arrêt. Des centaines de tanks ne sont plus que ferraille, les morts allemands jonchent la plaine, notre aviation d'assaut a pris, sur les ailes ennemies, un ascendant très remarqué tandis que nos bombardiers déversent sur les colonnes adverses le chiffre prodigieux de 150 tonnes de bombes » (*Le Petit Dauphinois* du 7 juin). Et cependant la gravité de l'heure n'échappe à personne puisqu'on insiste sur le moral splendide des troupes alliées et un ordre du jour de Weygand est malheureusement limpide: « Accrochez-vous au sol de France, ne regardez pas en arrière. » Pour galvaniser la population, Paul Reynaud procède à un nouveau remaniement ministériel marqué entre autres par le départ de Daladier et l'entrée comme secrétaire d'État du général de Gaulle, présenté comme un visionnaire de génie qui, selon *Le Petit Dauphinois*, connaît l'amertume d'avoir été entendu trop tard et qui met au service du pays une foi indomptable dans le destin de la France (8 juin). Ce même jour, *La Dépêche Dauphinoise* voit en lui « un de nos sauveurs à l'œuvre, un brillant théoricien »; il prétend même que Pétain était d'accord sur le diagnostic et sur les solutions qu'il préconisait: la nécessité pour un pays de faible natalité de se doter de puissantes forces motorisées et donc d'une armée de métier (9 juin); il conclut cette présentation de de Gaulle de cette formule: « *Le Boche peut pousser loin dans nos lignes ses éléments motorisés: n'ayons pas d'inquiétude, le général de Gaulle saura bien limiter leur course et leur préparer la réception convenable sur le point qu'ils ne doivent pas dépasser* » (7 juin).

Mais d'autres nuages se profilent à l'horizon: l'attitude de l'Italie. Si *La République du Sud-Est* s'en préoccupe dès le 2 juin, *La Dépêche Dauphinoise* lui accorde une place plus étoffée. Dès la chute de Dunkerque,

elle s'intéresse à « l'Italie du lecteur », à ses hésitations car il attend de connaître l'attitude de Roosevelt et l'issue de la bataille de la Somme pour entrer en guerre aux côtés d'un agresseur bourreau des juifs, des républicains et des socialistes allemands ainsi que du peuple tchèque (6 juin).

De fait le pas est franchi le 10 juin avec l'entrée en guerre de l'Italie. Avant que soit connue la décision italienne, *Le Petit Dauphinois* a prévenu que la France ferait face car « rien n'est perdu... Et moins que tout reste l'honneur » (11 juin). Les numéros du 11 juin portent un titre principal à peu près semblable : « Coup de poignard dans le dos » au *Petit Dauphinois* et à *La République du Sud-Est*; « Déclaration de guerre de l'Italie » à *La Dépêche Dauphinoise*. Mais chaque quotidien accompagne cette nouvelle de commentaires véhéments. Dans l'éditorial du *Petit Dauphinois*, sous le titre : « L'heure du complice », ce choix n'est qu'une félonie égale à celle de Léopold ; les Italiens se transforment en « chacals et vautours en quête de curée, déshonorant l'Italie des Papes, des empereurs romains, de Raphaël, Michel-Ange ou d'Annunzio », ce qui lui arrache ce cri : « *Arrière les Borgia* » ; ce commentaire est assorti d'un autre article du correspondant permanent du journal à Zurich dépeignant « deux clochards, un peintre en bâtiment et un maçon condamné pour vagabondage qui ont juré la mort de l'humanité. Le peintre en bâtiment a attaqué de face, le maçon, se glissant à plat ventre derrière les alliés aux prises avec le Reich nazi, voudrait leur enfoncer une dague empoisonnée dans les reins... mais les chacals italiens ne feront jamais reculer la France. »

La Dépêche Dauphinoise utilise l'image de l'aventurier et du spadassin sans risque à la recherche d'un mauvais coup, se jetant sur des adversaires ébranlés pour, par-dessus, leur donner le coup de grâce : un choix qui n'est que « l'achèvement logique et effroyable de la dictature de Mussolini ». Mais il devra compter avec le courage et la puissance des démocraties renforcées d'une façon ou d'une autre par les États-Unis.

À *La République du Sud-Est*, l'éditorialiste appelle aux armes contre un pays qui a perdu le sens de sa grandeur et de sa culture pour s'acoquiner avec les brigands sans honneur et sans scrupule de Berlin qui considèrent que « la liberté de conscience et la dignité humaine sont le privilège des races inférieures » de sorte que Léon Poncet, le lendemain, en dénonçant le crime inexpiable, s'il déplore les fautes commises par une politique qui a préparé l'axe Rome-Berlin, crie son dégoût ; « *Bas les pattes, loups, molosses et roquets de la meute affamée. La France n'a pas dit son dernier mot... La partie n'est pas jouée ; nous la gagnerons... si nous tenons bon* » (12 juin).

Si la partie n'est pas jouée totalement, militairement elle est singulièrement compromise. Cependant entre le 12 et le 16 juin, les trois titres se veulent encore optimistes cherchant à convaincre leurs lecteurs que l'irréversible n'est pas accompli, bien que la situation connaisse des jours tragiques. Pour J. Perquelin, « l'investissement de Paris ne serait pas le signe de la fin de la résistance. Celle-ci ne peut venir que lorsque dirigeants et généraux se jugent vaincus. Nous sommes, grâce à Dieu, aussi loin de ce jour que la terre l'est de la mer ». Il devait même enfoncer le clou le lendemain en affirmant que Paris sera défendu pied à pied comme Madrid, une information qu'il devait corriger lorsque Paris est déclarée ville ouverte (14 juin). Ce même jour, *La Dépêche Dauphinoise* mise sur le caractère indomptable de la France tout en s'interrogeant sur l'avenir immédiat d'une armée de « preux, levés des labours, des ateliers, des comptoirs pour défendre l'existence et la dignité de leur patrie pressée par une horde (sic) surarmée » et sur une éventuelle intervention américaine. Dès le 13 juin, la rédaction de *La République du Sud-Est* avait fait paraître un article révélateur : « Sainte Geneviève, le nouvel Attila est à nos portes », aussi l'implore-t-il pour qu'elle prenne la mesure de ces hordes descendues comme des cadavres fantômes des Champs catalauniques sur leurs chars d'acier et que Saint Michel lui prête sa lance pour transpercer le dragon aux écailles de feu. L'image employée, spectaculaire, et la référence historique se veulent probantes. Mais Léon Poncet se montre plus lucide sur la menace qui pèse réellement sur Paris, ce qui ne l'empêche pas de conclure : « Pas de découragement ! Pas de défaitisme ! La France n'abandonnera pas. » Le lendemain, le titre : « Paris occupé par les hordes d'Hitler » barre la page. Après avoir salué les troupes qui de toute manière ont sauvé l'honneur, en attendant « l'heure des expiations nécessaires, il faut tenir » (15 juin). Cet appel au sursaut constitue la trame de l'éditorial du 16 juin signé *Le Petit Dauphinois*, à partir d'une analyse sur l'immensité des malheurs de la France, en misant sur l'espoir d'une aide de légions des peuples libres surtout en matériel, il affirme la conviction que « nous n'accepterons pas de subir sans appel le joug de l'opresseur. Car cette guerre n'est pas un conflit entre les nations mais une lutte entre deux conceptions humaines, et si l'heure est grave, elle n'est pas désespérée » ; à *La République du Sud-Est*, malgré la chute de Paris, on fait confiance à de Gaulle pour, sous l'autorité de chefs de la trempe de Pétain et de Weygand, redresser la situation et, selon la formule de J. Chevalier, grâce à Dieu rendre la France invincible. Toutefois l'évolution des combats ne répond pas aux espoirs martelés : « Attila » n'a pas été stoppé aux Champs catalauniques, le miracle d'une seconde Marne ne s'est pas produit, la Loire a été franchie en dépit de la résistance opiniâtre des cadets de Saumur, la ligne Maginot contournée et l'armée de l'Est encerclée, en fin sur le front des Alpes,

les troupes françaises contiennent sans trop de difficultés les Italiens mais ces forces ne peuvent s'opposer à l'avance allemande.

Pétain, chef du Gouvernement La signature de l'armistice (17-25 juin 1940)

Le 17 juin, l'arrivée au pouvoir de Pétain est saluée comme il se doit : un événement déterminant, suscitant une très nette inflexion des commentaires, surtout qu'il est suivi d'un message sans ambiguïté. Porte-parole du pouvoir, dans le contexte dramatique qui est celui de la France, la presse locale qui ignore les débats internes au gouvernement sur la solution à adopter, armistice ou capitulation de l'armée en métropole pour permettre la poursuite de la guerre avec l'Empire, s'incline devant la demande de cessation des combats, participe à la mise en condition du lectorat et entend l'entraîner derrière le nouveau chef du pays. Si tous retiennent le terme de rechercher *dans l'honneur* la fin des hostilités, ils utilisent des mots différents pour parler du vainqueur : l'Allemagne au *Petit Dauphinois*, l'adversaire à *La Dépêche Dauphinoise*, l'ennemi à *La République du Sud-Est*, on abandonne les termes désobligeants. Par-delà le vocabulaire, tous déclarent que, dans l'immédiat, les combats continuent, que les troupes engagées font preuve d'héroïsme.

Les jours qui suivent la formation du gouvernement Pétain et son appel à la cessation des combats sont marqués jusqu'à la signature de l'armistice par le décalage entre les titres sur l'évolution de la situation militaire et la réalité : ainsi le 17 juin, les blindés allemands ne seraient encore qu'à Sens, Troyes et Chaumont mais le 20 juin alors que sur la Loire les troupes françaises tiennent efficacement dans la région de Tours, on fait mention par ailleurs de l'occupation de Lyon. Surtout les commentaires s'emploient à rassembler la nation derrière le Maréchal, en amorçant une analyse sur le désastre que le pays connaît. Ainsi Marcel Farges, après avoir manifesté son étonnement qu'on n'ait pas fait appel à lui dès le début des hostilités, invite à se regrouper derrière l'homme capable de sauver ce qui peut l'être, et en tant que représentant de la France éternelle, à lui donner dévouement et foi (19 juin). *Le Petit Dauphinois* salue en Pétain l'exemple le plus pur et le plus noble qui soit. Et Léon Poncet, à *La République du Sud-Est* développe une argumentation qui servira beaucoup par la suite : Pétain et Weygand qui lui est associé sont les seuls à maîtriser les données de la situation, ce qui leur permet de prendre les décisions qui s'imposent ; pour les Français aussi « *le bon sens, la raison, la sagesse, le vrai patriotisme commandent de le suivre* » et il incite ses lecteurs se mettre au garde-à-vous derrière un chef paré de toutes les vertus.

Cependant, les trois titres grenoblois, le 19 juin, ouvrent leurs colonnes à l'appel lancé par le général de Gaulle depuis Londres. *Le Petit Dauphinois* le publie, en première page, de manière exhaustive et en gras mais avec seulement quelques mots « la France n'est pas seule » en caractères plus forts. Les deux autres quotidiens publient en deuxième page : « Le général de Gaulle prononce une allocution à la radio britannique », les mêmes extraits de celle-ci à quelques différences près. Si les deux textes sont imprimés en gras, le secrétaire de rédaction de *La Dépêche Dauphinoise* n'a pas fait d'effort de mise en exergue des phrases essentielles tandis que *La République du Sud-Est* fait clairement apparaître par la police des caractères choisis et la disposition typographique la formule : « La flamme de la résistance française ne s'éteindra pas. » Pourquoi une telle publication ? Première explication : la quasi-totalité de leurs lecteurs ne l'a pas entendue même si la radio nationale en a fait état ; la presse dauphinoise juge que cette prise de position mérite d'être connue, en raison de la proximité des troupes allemandes et de la résistance des forces locales pour éviter l'entrée des Allemands dans la ville. Les commentaires élogieux faits sur la personnalité de de Gaulle au moment de sa nomination au sein du gouvernement de Paul Reynaud dans les conditions que l'on sait expliquent sans doute que, alors que la situation est fort compromise, un espoir pourrait subsister dans la volonté de résistance exprimée par ce personnage hors du commun. Dans la mesure où l'allocution de Pétain évoque la recherche des moyens de mettre fin à la lutte *dans l'honneur*. En réalité le nouveau chef du Gouvernement entend reconnaître la défaite de la France.

Pourtant encore le 20 juin, Marcel Farges, à *La Dépêche Dauphinoise* compte sur l'Angleterre pour faire face à la « gigantesque entreprise d'asservissement de l'Europe derrière un Churchill décidé à combattre jusqu'à la victoire finale » pour laquelle il formule des vœux car « ce sera la certitude de l'unité véritable de l'Europe, parce qu'aucun peuple ne sera abaissé ».

La défaite consommée, les numéros du 23 juin annoncent la signature d'un armistice. *La Dépêche Dauphinoise* partage la partie supérieure de la une en deux. L'une consacrée à la signature de l'armistice, accompagnée de la poursuite temporaire des hostilités, l'autre à la situation militaire : « Dans l'Est et sur les Alpes, nos soldats contiennent toutes les attaques de l'ennemi. » L'armée ne capitule pas. *Le Petit Dauphinois* barre sa première page d'un titre sur la signature de l'armistice hier soir à 18 h 50, il publie le même texte que ses confrères sur les négociations, mais les commentaires diffèrent : un éditorial accompagné des deux D entrelacés à *La Dépêche Dauphinoise* sous le titre, « Réagir », un texte qui se refuse à désespérer puisque la France a déjà

connu des revers aussi graves, l'Allemagne s'est relevée du désastre de 1918. Il fait confiance au génie de la France pour puiser en lui la vigueur nécessaire à son redressement. Au *Petit Dauphinois*, deux billets non signés servent de commentaires : l'un définit le devoir de chaque Français « *se taire, être digne, avoir espoir* » et sans connaître les conditions réelles imposées par le vainqueur qui a reconnu que l'effondrement français n'est intervenu qu'après une résistance héroïque, il évoque encore l'honneur, met en avant les termes de confiance, de patience et surtout de silence imposé « aux timides, aux craintifs toujours prêts à s'associer aux pires manœuvres » ; l'autre est placé sous le signe de « la terre hospitalière, mère des qualités de la race » (le vocabulaire a son importance ; on voit apparaître des termes peu courants jusqu'alors), une terre abandonnée au profit de la ville et de ses plaisirs alors qu'elle suscite patience et prévoyance, de la simplicité, un gage positif pour le nouveau nécessaire : l'appel au retour à la terre précède la mise en place d'une telle politique.

La formule, adoptée à *La République du Sud-Est*, d'un demi-format depuis le 3 juin, donne au numéro du 23 un caractère étonnant. En une, un titre : « Le conseil des ministres étudie les conditions posées par Hitler à nos plénipotentiaires dans la forêt historique de Compiègne ». En page 4 un titre en dernière heure : « L'armistice franco-allemand a été signé hier soir », avec ce sous-titre : « Les hostilités continuent tant qu'un accord similaire n'aura pas été conclu avec l'Italie ». En parallèle il informe sur la présence d'un million de Soviétiques dans les pays baltes, une analyse de la situation militaire ; « L'armée française combat héroïquement, les Italiens n'ont pas réussi à pénétrer dans notre territoire et enfin l'armée de l'Est continue la bataille magnifiquement contre les forces qui l'encerclent. » En l'absence d'informations concrètes sur les clauses de cet accord, L. Poncet livre son premier commentaire sous le titre « l'addition » ; celle-ci sera lourde selon l'auteur : « *la France est à la croisée des chemins ; à la lumière aveuglante des faits, elle n'a le choix qu'entre les doctrines de mort auxquelles elle a tant sacrifié et les doctrines de vie qu'elle a si longtemps délaissées* ». Pour l'auteur cela relève de l'évidence.

L'armistice conclu, dans la morosité générale et dans l'abattement qui l'accompagne, M. Farges, à *La Dépêche Dauphinoise* à la suite de la publication des clauses qu'il comporte, demande à l'opinion et sans doute d'abord aux censeurs la « *permission de gémir et de s'étonner : est-ce vraiment l'armistice que la France avait demandé, qui devait être digne des troupes dont Weygand glorifiait hier le patriotisme et la ténacité ?* ». Il met en avant les déclarations qui faisaient du respect de l'honneur de la France la condition

même de la signature mettant fin aux combats. Aussi se juge-t-il à même de porter sur ce texte un point de vue personnel en contradiction avec le discours officiel: « *Quelles clauses plus humiliantes, plus destructrices de l'indépendance de notre pays comporteraient l'armistice si, par un excès d'infortune, la France et son armée n'avaient pas eu droit à l'honneur? Cet armistice d'anéantissement qu'eût imposé à une nation sans honneur un ennemi implacable se laisse assez bien deviner.* » Il se borne alors à reprendre la réalité des conditions allemandes: « Une France réduite de moitié, privée de troupes et d'armement, est une France à la merci de son ennemi »; il se console toutefois en évoquant des amis fidèles, « qui luttent avec vaillance... Un cœur français n'a pas besoin d'en dire davantage pour être compris de tous ses frères » (28 juin). Certes une telle analyse reflète une sourde colère émotionnelle; de tels propos ne se retrouvent plus aussi nettement par la suite mais au moins un journaliste grenoblois a osé braver la censure qui a laissé s'exprimer publiquement l'auteur sans le caviarder.

Autre point particulier: l'annulation de la promotion du général de Gaulle au grade de général et sa mise à la retraite par mesure disciplinaire. Cette nouvelle conduit à un nouveau portrait de celui qui devient un rebelle. À *La Dépêche Dauphinoise*, le directeur de la publication dépeint dans deux articles des 24 et 25 juin, de Gaulle sans jamais écrire son nom mais les termes employés ne peuvent tromper le lecteur sur le personnage, d'abord « le jeune chef qui communique, où qu'il se trouve, en permanence avec l'âme éternelle de notre peuple. Il parle au cœur de la France. Il est écouté et suivi », puis sous les traits d'un « croisé à la voix mâle et grave, incitant à une grande espérance » au point de souhaiter, filant la métaphore, qu'il puisse « délivrer la Terre Sainte; [les Français] de la France vaincue et occupée sont fixés à cette Terre qu'il entreprend d'arracher aux Infidèles ». Aussi en ces circonstances, ils n'ont d'autre issue que l'union derrière le Maréchal. De son côté Léon Poncet, à *La République du Sud-Est* salue le « jeune chef ardent qui ne se résigne pas, aux nobles sentiments » mais pour ajouter qu'on ne saurait accepter « un acte d'indiscipline aussi flagrant et son excès de zèle pourrait aggraver les malheurs de la France ». De novateur et d'espoir de victoire, de Gaulle est devenu un gêneur.

Les causes du désastre: premières réflexions

Les premiers commentaires visent à trouver une explication à un désastre aussi brutal et aussi profond. *Le Petit Dauphinois* n'ouvre pas encore un procès; certes il porte un premier jugement; la France est « victime des

ignorances, des erreurs et des crimes de ceux-ci ou de ceux-là » mais il se garde de préciser qui est visé par ces démonstratifs. Il se veut plutôt positif ; dès le 21 juin, sous le titre « Maintenir la France », il appelle au sursaut : défaits, les Français ne doivent avoir en tête que les mots de Labeur, Courage, Espoir et Fraternité. En rendant compte de la journée de deuil national, il veut convaincre que la France continue, qu'elle est « debout » bien que meurtrie et mutilée, que « germeront les semences d'espoir » une fois chassés les « miasmes de tout ce qui étouffait la structure nationale ». Elle tiendra « dans ses mains amaigries, mais nerveuses le flambeau de l'idéal humain » (26 juin).

La Dépêche Dauphinoise se demande comment une « nation intelligente, courageuse et digne peut connaître un tel désastre réservé aux nations stupides, veules et basses » et esquisse une réponse : ceux qui l'ont jetée sur cette pente, « ce sont les mauvais guides qui vivaient de l'exploitation de certains penchants que par malheur elle possède ». Elle s'en tient là après avoir exigé que « les médiocres, les Pygmées qui ont rapetissé notre grand peuple se taisent au fond de l'ombre ». À cette analyse il faut adjoindre la chronique de la CGT qui assimile cet événement à l'écroulement d'un système et la fin d'un monde : la fin du laisser-aller, du régime de l'à-peu-près et de la république des camarades, tout en reconnaissant que toutes les classes, tous les partis portent leur part de responsabilité dans cette défaite et que désormais le devoir impose de s'unir et d'abord de se remettre au travail. *La République du Sud-Est* qui avait déjà entamé un réquisitoire est à son aise pour donner au gouvernement Pétain le rôle d'un « syndic de faillite politico-électorale ». L'heure n'est pas encore au procès ; la situation commande le rassemblement derrière le glorieux militaire qui sacrifie sa vieillesse pour se mettre au service de la patrie comme il l'a toujours fait. Au fond chacun à sa manière fait allégeance : M. Farges de *La Dépêche Dauphinoise* déclare que les « Français feront [dans la] discipline tout ce qu'il voudra avec empressement et honnêteté ». *Le Petit Dauphinois* rend hommage au « vainqueur magnanime de Verdun » vers lequel « montent notre admiration, notre reconnaissance, notre amour, lui qui a accepté de faire siennes toutes nos humiliations et d'ouvrir tout saignant son cœur aux indicibles souffrances dont est accablée notre pauvre patrie » (cette image laisse transparaître Pétain en un nouveau Sacré-Cœur) puis il ajoute que « ce sacrifice héroïque [abrite] les futurs printemps de la France ». Finalement *La République du Sud-Est* oublie ses critiques habituelles pour faire toucher du doigt la tâche qui attend Pétain et ses collaborateurs dans l'immédiat : « Ce qu'ils feront, la France meurtrie, pantelante l'acceptera parce que de tels hommes, en se résignant à l'inévitable, ne sauraient rien signer qui soit contraire à l'honneur. »

L'heure est donc venue, pour les quotidiens grenoblois, d'en appeler au redressement nécessaire. *Le Petit Dauphinois* derrière le maréchal Pétain invite à la confiance, à l'espoir, à la patience et surtout au silence digne et puis, à la lumière des leçons d'histoire, la France immortelle frappée au cœur trouvera « dans le tréfonds de sa conscience » la force indispensable au renouveau. Cette référence à l'Histoire est présente dans l'éditorial de *La Dépêche Dauphinoise* puisque Marcel Farges remonte au traité de Brétigny pour faire prendre conscience que le désastre subi n'est pas le premier mais qu'en toute occasion, elle a su réagir. Cette conviction se retrouve aussi dans les propos de Léon Poncet qui prophétise qu'une « France injustement dépecée et rançonnée ne périra pas parce qu'elle garde une indomptable volonté et l'espérance de justes revanches et des réveils glorieux ». Cette dureté de traitement trouve son explication sous la plume de J. Perquelin dans le fait que l'Allemagne ne nous a pas pardonné, sans parler du diktat de Versailles, le sac de Heidelberg et la bataille de Léna, de même que l'Italie nous tient encore rigueur de la brutalité du vieux chef gaulois Brennus et des guerres de la Renaissance ! (27 juin). À lire ce texte on se prend à penser que la vengeance est tenace.

Mais il reste à rechercher les explications convaincantes surtout que le message de Pétain incite à de telles analyses. En parallèle, l'interrogation sur les causes du désastre est amorcée et avec elle les mises en cause et les esquisses de solutions mais la censure veille et elle se sévit particulièrement à *La République du Sud-Est* pour les propos jugés trop virulents de Léon Poncet et impitoyablement coupés à plusieurs reprises par les services de l'information.

Le plus discret sur ce terrain reste alors *Le Petit Dauphinois* soucieux d'appeler les Français à la pénitence car tous sont responsables de la division qui a coûté si cher au pays. Mais Jean Perquelin a la plume plus acerbe. S'il reconnaît que la défaite résulte de l'abandon de la rigueur des lois naturelles et qu'il est temps de porter la hache dans les parties minées de cette terre gauloise, il est conscient de la nécessité d'un bon coup de balai, « *d'ouvrir des grandes fenêtres pour faire entrer un air pur et salubre, là où si souvent on a senti le roussi, le rance, certaines pestilences* » (27 juin) ; il se fait le chantre de l'unité nationale grâce à l'abolition des partis, au retour à une véritable fraternité qui prendra la forme de l'amour du prochain (le vocabulaire religieux refait surface). Et la France, « réussite pour l'humanité » revivra plus belle par un retour à ses traditions.

La Dépêche Dauphinoise propose une explication en forme d'autocritique, si l'on se réfère à ces usages, abandonnés dans le contenu des articles

diffusés dans les années 1930 dans ces colonnes, débouchant sur de nouvelles perspectives. En tout cas l'éditorial du 25 juin est révélateur des traumatismes créés par le désastre et des remises en cause qu'il détermine : « *Des fous sacrilèges ont prêché que les individus n'étaient pas solidaires de la patrie, que les travailleurs, n'ayant pour tout bien que leurs bras, étaient les apatrides et les cosmopolites par excellence et pouvaient se moquer d'appartenir à une nation plutôt qu'à une autre.* » Il ne reste donc plus, après ce rejet sans appel, que de tourner le dos à la ville, génératrice de « casernes de prolétaires », de « fièvres sociales » et cela s'impose d'autant plus que les chantiers sont fermés. Le retour à la France rurale n'est autre que le retour à « la vraie France sage, riche de vigneurs et d'enfants. C'est un lieu propice au redressement moral » : finis « la recherche égoïste des plaisirs matériels, la fuite devant les devoirs, l'amour de carrières faciles, le vice national de demandes à la collectivité, quitte à l'acculer à la ruine, le destin tranquille » (25 et 27 juin). Avec ce programme, la France entre en carême.

Le journal d'obédience catholique va beaucoup plus loin : jouant les procureurs il poursuit et approfondit son réquisitoire en prédicateur inquisiteur, dénonciateur des pécheurs, qui, tels les habitants de Sodome et Gomorrhe, ont oublié les racines fondamentales de la civilisation française. Les responsables immédiats ne sont que les tenants du Front populaire qui, en légalisant des loisirs exagérés, et par là la paresse, ont laissé l'Allemagne se transformer en une productive cité de guerre, et bien mieux ont porté à la direction du gouvernement le « *rêveur Blum* » « *auteur d'un livre immoral, déshonorant, écrit contre le mariage* » qu'il aurait fallu poursuivre. Ils ont permis la propagande anticonceptionnelle, toléré sinon encouragé la pornographie par le livre, l'image, le cinéma, ou le théâtre (26 juin). Plus profondément, la responsabilité du désastre trouve ses fondements dans un régime qui fonctionna constamment au service de sectes animées par des préjugés antireligieux, produits d'un « laïcisme desséchant et stérilisateur » ; le résultat : des générations déchristianisées, livrées à un matérialisme de plus en plus égoïste et grossier, mais aussi le « *pillage des finances publiques, le favoritisme élevé à la hauteur d'un principe de gouvernement, le relâchement de la conscience professionnelle, l'effondrement de la production nationale* » (28 juin). Une seule issue : le châtement des coupables de ces carences (infériorité de l'armée en matériel, notamment en avions) ou d'une politique déplorable (la rupture des accords de Stresa). Mais par-delà le châtement, derrière le Maréchal il faut mettre en œuvre une autre orientation politique fondée sur « l'union du capital et du travail, l'abrogation des lois de haine et d'exception », maintenues par tous les gouvernements de l'après-guerre pour ne pas déplaire aux « tenants de l'anticléricalisme » (22 juin). La paix sociale

sera rétablie et le redressement rendu possible. Bien mieux, un billet de B. Secret en vient à tirer des conséquences positives du désastre : cela ne permet-il pas « le retour de cette belle jeunesse qui aurait été anéantie si la guerre avait continué » avec une argumentation particulière : « victorieuse et privée de l'élite de notre jeunesse, massacrée plus encore qu'en 1914, serait-elle tombée après la victoire moralement et socialement plus bas encore ? Vaincue mais conservant une élite chrétienne et patriote, trempée au feu du combat et de l'épreuve, la France, guérie de ses maux (il faut entendre par là : les politiciens) se redressera et sera plus belle demain qu'hier » (22 juin). Faut-il que le traumatisme soit grand pour en arriver à un tel discours !

Cette amorce de réflexion sur les causes du désastre participe de la mission que s'est fixée la presse locale : se faire la garante de la mobilisation de ses lecteurs cette fois-ci au service d'un régime nouveau. Déjà, le retour des Chartreux, décidé par le gouvernement Daladier, a suscité une différence entre les quotidiens locaux : silence à *La Dépêche Dauphinoise* ; au *Petit Dauphinois* qui s'était opposé à l'expulsion des moines, ce retour est interprété comme le symbole d'une unité reconstituée par-delà les clivages liés aux convictions politiques ou religieuses des uns ou des autres puisque ce sont tous des Français.

Mers El-Kébir (3 juillet 1940)

Mais un autre drame vient bousculer la situation présente : « l'inqualifiable agression britannique » contre l'escadre française basée à Mers El-Kébir. À *La Dépêche Dauphinoise* le surtitre surprend puisque l'agression n'est définie que comme un « Grave Incident en Méditerranée », suivi de cette phrase : « La flotte britannique attaque les navires de guerre français bloqués en exécution de la convention d'armistice » ; l'information ne s'accompagne d'aucune prise de position du journal à chaud ; elle se produit de manière indirecte avec l'évocation d'une crise de conscience chez ceux qui étaient attachés à l'Entente cordiale avec une vieille démocratie. M. Farges ne comprend pas que l'Angleterre ait choisi ce moment tragique : 26 millions de Français sous la coupe de l'occupation, la France de la zone libre réduite à 15 millions, 10 millions de réfugiés attendant de pouvoir rentrer chez eux. Il en vient même à soulever la question d'un renversement d'alliance : s'il s'était produit dix mois plus tôt, la France n'aurait pas subi de telles pertes ni connu une telle humiliation. Mais il écarte ce ressentiment pour se placer dans la perspective de la négociation d'une paix par des belligérants réunis autour d'une table ; il faut éviter l'isolement de la France et donc ne pas ranger l'Angleterre dans

le camp des adversaires. En tout cas, cette forme d'analyse en dit long sur l'embaras créé par l'attaque de Mers El-Kébir; la rupture avec l'alliée d'hier est sur le point d'être consommée.

À sa manière, *La République du Sud-Est*, par la plume d'Abel Chatonnay, tire parti de l'agression pour justifier le jugement porté sur de Gaulle: ce quotidien aurait été prêt à accepter qu'il devienne le chef d'une sorte de légion étrangère combattant dans les rangs des forces britanniques, mais que le gouvernement britannique le désigne comme le chef de tous les Français libres constitue une injure à l'égard du gouvernement légitime de la France. Le dépit ne l'empêche pas de souhaiter la victoire de l'Angleterre puisqu'elle justifierait l'entrée en guerre de la France à condition que celle-ci respecte l'unité de la Patrie et de son Empire.

Le Petit Dauphinois se montre beaucoup plus agressif. Dans la rubrique « Le film de la journée », Jean Perquelin décrit d'une plume acerbe une incompréhension devant une agression injustifiée: il fait revivre l'Albion traditionnelle. Des relents de vieilles histoires refont surface puisqu'il remonte à la figure de Jeanne d'Arc qui trouverait curieux l'étonnement des Français devant le comportement anglais; il rappelle à ceux qui l'auraient oubliée la rupture de la paix d'Amiens, l'attaque contre le Danemark en 1807; c'est bien l'Albion perfide qui a attaqué la flotte française. Pourtant dans cette guerre que les combattants de 1914-1918 n'ont pas voulue - première mention de cette formule - les troupes françaises n'ont pas ménagé leur peine à Narvik, ou encore dans les Flandres; elles ne furent pas avares du sang versé pour sauver les Anglais sur la plage de Dunkerque. Ingratitude d'un allié qui n'a pas tenu ses engagements: apport insuffisant de renforts humains aux heures cruciales, un manque qui pèse lourd en terme de pertes humaines. Voilà l'égoïsme britannique dénoncé: il ne reste plus, suprême accusation, qu'à reprocher à l'ex-alliée d'avoir traité la France comme une vulgaire colonie et les Français comme elle avait traité les Boers (5 juillet).

Il est certain que les 1 500 marins morts dans l'affrontement avec la Royal Navy sont l'élément déterminant de la rupture avec la Grande-Bretagne et de la mise à l'ordre du jour des vieilles querelles qui avaient créé des tensions entre les deux États avant l'Entente cordiale

La naissance du régime de Vichy (10 juillet 1940)

Une fois l'émotion retombée, alors que désormais les modifications institutionnelles prennent le pas, la presse locale se focalise sur la convocation des

Chambres à Vichy, nouvelle capitale de la France qui remplace Paris, selon *La Dépêche Dauphinoise* non pas parce que cette ville est sous occupation allemande, mais parce que livrée à l'esprit de jouissance, elle a enseigné au peuple français la stérilité, une faute grave qui mérite châtement (3 juillet). Sur ce terrain, les positions ne sont pas semblables même si elles aboutissent à la nécessité de se rallier à Pétain et à ses perspectives. Ce quotidien redoute que le régime nouveau se calque sur un modèle étranger, alors qu'« *aucun d'entre nous ne rêve de camp de concentration pour les hétérodoxes, n'aspire à une tyrannie s'exerçant sur les âmes et les corps ou encore ne souscrit au culte de la force* » ; l'objectif à atteindre, c'est d'« ordonner et non d'abjurer la démocratie car ce serait abaisser son drapeau devant celui de l'ennemi » (5 juillet). Il accepte par avance la mise en place d'un régime d'autorité mais dans une discipline librement consentie pour mettre fin au règne de la démagogie (7 juillet) ; et puisque l'heure est aux réformes, il suggère l'octroi du droit de vote aux femmes qui incarnent l'esprit de sacrifice.

La République du Sud-Est utilise la liberté de parole, sous haute surveillance, qui lui est offerte pour développer des éléments de programme, en particulier la liberté syndicale dans la profession organisée et corporative qui ne soit pas le reflet d'un État corporatif imposant sa mainmise mais se bornant à une simple orientation dans le cadre d'une large autonomie consentie aux corporations (30 juin). Il plaide en faveur d'un double engagement : « La France doit redevenir une nation agricole, la femme reprendre sa place au foyer » (3 juillet).

Le Petit Dauphinois s'inscrit plus délibérément dans la voie tracée par Pétain dans ses messages : il ne fait aucun doute que les Assemblées donneront au Maréchal la « mission sublime de réunir les pièces éparses du territoire et de préparer un programme de reconstruction » et il appelle les parlementaires à penser et à agir français derrière Pétain le Sage, en écartant l'idée de rechercher les responsables, en privilégiant le rassemblement pour faciliter la naissance de la France nouvelle, régénérée par une transfusion de sang neuf. Un « effort viril, capable d'être assimilé par le reste de sang gaulois » s'impose. L'envoyé spécial Jean Perquelin à Vichy se prononce en faveur d'une réponse positive à la demande de pleins pouvoirs pour Pétain et se tourne vers les Français : il ne faut pas « réduire la défaite aux seules erreurs militaires mais à l'air empoisonné qui attaquait le fer de notre cuirasse » : le mal est plus profond qu'une première analyse pourrait le faire penser (9 juillet). Il va au-delà du texte précédent.

Les trois journaux, dans les jours qui suivent, se mettent en ordre de bataille avec leurs envoyés spéciaux (J. Perquelin au *Petit Dauphinois*, Abel

Chatonnay et Urbain Falaize à *La République du Sud-Est*) pour rendre compte du caractère exceptionnel de cette assemblée avec des titres soigneusement choisis :

- « De nos ruines, faisons nos fondations », principal article du *Petit Dauphinois* ;
- à *La Dépêche Dauphinoise*, un titre factuel sous la forme d'un bandeau : « Avant la réunion de l'Assemblée nationale, la Chambre hier matin, le Sénat l'après-midi ont approuvé, à l'unanimité le projet accordant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain pour réviser la constitution » ;
- même titre factuel à *La République du Sud-Est*, avec la même référence à l'unanimité, le texte est assorti d'un portrait de Laval.

Cette mise en scène se prolonge dans les commentaires sur la signification profonde de l'événement. *La Dépêche Dauphinoise* fait du devoir d'intelligence la première exigence, en particulier pour les lecteurs de presse, a fin de discerner avec l'esprit, « la vérité et l'indépendance, ces toutes petites lumières chétives et tremblantes qui se cachent au fond du fourré ». Dans le grand quotidien des Alpes, deux textes accompagnent le titre : un éditorial signé *Le Petit Dauphinois* sur un premier thème : des différents systèmes organisés expérimentés en Europe en extraire la meilleure formule adaptée au génie français et en cela faire confiance à Pétain, une garantie d'honnêteté pour la rédaction de la nouvelle constitution. Le second thème porte sur les conditions mêmes du relèvement mais cela concerne plus particulièrement la population. Elle conserve assez de sang gaulois pour faire revivre les qualités essentielles de la race (volonté, perspicacité, opiniâtreté) oubliées dans un contexte émollient de vie trop facile ; de toute manière l'épreuve est là et la réduction à opérer réside d'abord dans la restauration des règles morales. Ce texte se poursuit avec l'invitation faite à un autre journaliste, Bonnard, à accepter de « bon gré les contraintes » imposées par la défaite et Jean Perquelin, après avoir constaté que la Bastille des partis se liquéfiait au point de se réduire « en un paquet d'algues gélatineux » s'en allant au fil de l'eau, emportant avec elle un pan énorme mais corrompu de notre passé. Après tout « à l'épreuve du feu, dans le creuset de la défaite de l'humiliation, la France sortira libérée de ses scories, frémissante et vivante, prête à l'envol comme le phénix renaît de ses cendres ».

Le lendemain, rendant compte de la décision, les unes se résument à un ensemble de titres et de sous-titres. À vrai dire, l'essentiel réside dans le résultat du vote : par 569 votants contre 80, et selon *La République du Sud-Est* 15 abstentions, Pétain et Laval ont obtenu ce qu'ils voulaient. *Le Petit Dauphinois* explicite : « Pour que renaisse une France forte, tous pouvoirs au

maréchal Pétain pour réviser la constitution », le tout accompagné des photos de Pétain et de Laval ; un autre sous-titre apporte une clarification : la garantie des droits de la Famille, du Travail et de la Patrie. *La Dépêche Dauphinoise*, pour sa part, souligne le caractère unique de l'article voté et la ratification de la nouvelle constitution par la population.

Cette transformation s'accompagne de commentaires dont un axe commun tourne autour de la mort du parlementarisme, et donc d'un régime mort par hara-kiri, avec des accents là encore particuliers selon les quotidiens. La mise au pilori devient prépondérante avec une violence dans les termes surprenante au *Petit Dauphinois*, A. Mallard trace un portrait au vitriol d'un « régime qui n'était plus qu'un parti, le parti parlementaire, perclus de vices, rapace, déchiré de luttes intestines, ennemi des intérêts français », expression de la dictature d'une Chambre capable de terroriser le Sénat, composée d'une faible minorité d'hommes de bien tandis que le reste n'avait qu'un souci : la postérité du parlementarisme dispensateur d'honneurs et de profits et il termine avec ce coup de pied de l'âne : « Avoir trahi la France n'empêche pas d'être parlementaire mais trahir le parti est un crime. » Soudain une vague d'antiparlementarisme submerge le quotidien au point de faire perdre le sens de la rigueur d'analyse mais le bouc émissaire est identifié.

À *La République du Sud-Est*, Abel Chatonnay a déploré la mauvaise tenue des parlementaires ce qui confirme, à ses yeux, le bien-fondé d'en finir ; il juge déplacé le cri lancé par le parlementaire radical ardéchois M. Astier : « Vive la république... quand même ». Le lendemain, ce même Chatonnay, dans son papier d'ambiance, compare le climat de Vichy à celui des Tuileries en juillet 1789, mais sans Camille Desmoulins, même si plusieurs s'essaient à jouer les orateurs improvisés pour critiquer le régime défunt. Et déjà sous le titre « Révolution nationale », le journal catholique tire de ce changement la possibilité de réformes de structure fondées sur la trilogie « Travail, Famille, Patrie » ; il assure donc le nouveau pouvoir qu'il peut compter sur la jeunesse formée dans les structures de l'Action catholique spécialisée. La critique de la III^e République, dans les colonnes de ce titre, est suffisamment ancienne pour se centrer sur cette Révolution qui demande un effort de clarification afin de la placer sur de bons rails.

Dans la recherche des responsables du désastre, la presse ne figure-t-elle pas parmi les accusés ? Aussi la rédaction réagit-elle pour faire la distinction entre une presse ne craignant pas de dire la vérité et se voulant un guide pour l'opinion, en battant pavillon, et une autre presse qui, en flattant ses lecteurs et en se présentant comme neutre, réussit à capter une audience beaucoup plus large. Elle y voit l'occasion de définir la mission du journaliste en période

de guerre : une mission de service public ce qui exclut toute opposition et toute mise en doute sur la victoire de la nation. Toutefois, dans le débat qui s'ouvre sur l'avenir du pays, il doit retrouver sa liberté d'expression - en réalité sous haute surveillance - pour orienter le lectorat selon les principes de la Révolution. Pour être en cohérence avec l'affirmation des principes nouveaux, il prône un sérieux coup de balai dans les administrations, les services publics, le personnel politique, car tout citoyen doit concourir au renouveau : « Il n'y aura plus de droite et de gauche mais des Français qui travailleront, les autres n'auront pas droit de cité » (13 juillet). Et un des dirigeants du quotidien, H. Thouvard, expose les orientations fondamentales sur lesquelles devrait reposer le régime nouveau : une école d'où la neutralité sera bannie, où Dieu et la Patrie seront mis au premier rang, la famille protégée contre le divorce, la pornographie, le malthusianisme, la profession organisée où l'ouvrier et le patron, le travail et le capital trouveront aide et protection, un État à l'autorité restaurée, défendu contre les entreprises d'anarchie et contre la domination de l'argent.

Ainsi s'ouvrent les temps nouveaux avec un programme de sauvetage baptisé « Révolution nationale », symbole d'un ordre nouveau. Mais J. Perquelin trouve, dans l'affaire du Massilia, un terrain propice à un règlement de comptes avec les parlementaires : ces membres des assemblées, « partis dans des conditions assez étranges, pour une croisière méditerranéenne, cédant à l'attrait des escales africaines, à leur douceur, à leur sécurité quand le tonnerre des colonnes motorisées et des escadrilles ennemies empêchaient déjà les Bordelais de dormir ». Condamnation sans appel, sans vraiment s'être posé le problème des raisons de leur choix de départ vers l'Afrique du Nord.

Après le vote, *La Dépêche Dauphinoise* commente la répartition des voix : une majorité qui ne peut prêter à contestation, une minorité qui a droit au respect en dépit de ses erreurs, bien que ses membres se posent en défenseur d'une fausse liberté, surtout les chefs de file qui se sont bercés d'illusions derrière celui qui « perchait sur le Sinaï et a méprisé et diffamé le patriotisme plus que tout internationaliste en France ». L'auteur ne désigne pas nommément L. Blum mais c'est bien cet homme qui est attaqué par cette formule quasi diffamatoire. Mais outre les opposants, il ironise sur ceux qui ont cru bon de s'abstenir comme le sénateur Léon Perrier, définis comme des « roublards qui veillent à ne pas se compromettre afin de mieux rouler l'électeur... des eunuques qui ne feront pas carrière dans la France virile de demain » (12 juillet). Le lendemain, conscient que le nouveau régime peut être taxé de fascisme, il s'efforce d'esquisser une réponse sous la forme d'une pirouette : le fascisme, un terme qui n'effraie pas le vainqueur de Verdun

et aucun ancien combattant. Pour refaire la France, M. Farges se range aux côtés de ceux qui penchent pour « une république dite autoritaire ». Enfin pour ceux qui auraient peur d'une contagion des idées marxistes chez Pétain, il affirme que « son hygiène intellectuelle l'a gardé » de lire Marx.

La création de l'État français et la mise en place du nouveau gouvernement sous l'autorité du maréchal Pétain inclinent *Le Petit Dauphinois* à esquisser une comparaison avec la « *dictature la plus mesurée d'Europe* », celle de Salazar. Les principes énoncés par Pétain et déjà mis en œuvre à Lisbonne offrent de grandes similitudes : « *sens de la Patrie, de la solidarité nationale, respect de la famille, obligation du travail, sens de l'autorité et de la hiérarchie, respect de la personne humaine* ». Le corporatisme de Salazar est un élément d'ordre (14 juillet). Désormais ce régime n'est plus la référence de la seule *République du Sud-Est*.

Au-delà de cette vision d'avenir, il règle ses comptes avec la République défunte. J. Perquelin s'en charge ; déjà il constate qu'à propos de la composition du gouvernement, le chef de l'État a rompu les liens « avec les maîtres chanteurs et rastas, qui vivaient, et souvent grassement – malgré leur casier judiciaire à rallonges – dans l'ombre, dans l'orbe du Parlement, des ministères ou des établissements de crédit, leurs Dubarry, Anquetil, Sartori et autres... » (14 juillet). Le quotidien met en cause l'enseignement primaire, particulièrement « comme d'autres fonctions publiques, a été contaminé par le dissolvant partisan par une internationale de mauvais aloi, dépourvue même de toute idéologie, qui obscurcissait le devenir de notre destinée ». Alors que les instituteurs d'avant 1914 avaient su remplir leur fonction d'éducateur civique, depuis 1918, l'école était devenue « le champ clos des divisions ; dans la cour, dans les classes, un air suffocant a régné, le communisme est venu noyer l'éducation nationale dans une cuve d'acide ; on avait oublié l'idée de patrie, on n'honorait plus la famille, on déconsidérait le travail ! » (15 juillet). Autrement dit un changement d'attitude à l'école s'impose mais ce n'est pas la seule institution à devoir s'amender. Pour faire comprendre l'ampleur du travail à accomplir, les termes employés dans la vie rurale sont les bienvenus : « La faux doit passer, la charrue doit retourner la terre et, après l'extirpation des mauvaises herbes, faire lever la moisson. »

Pour ce journal commence, en faisant référence au langage biblique, une marche vers la Terre promise. Le pays peut compter sur un chef, « un gouvernement d'ordre et d'économie, des serviteurs de la cause publique ». D'ailleurs le maréchal Pétain donne l'exemple : « Pendant 16 heures dans son bureau, il sculpte le visage de la France renaissante » ; il rédige lui-même ses proclamations à la forme si lumineuse. N'est-il pas entouré de personnages de sa

trempé : « *Weygand qui fait penser à une épée que seule peut rouiller l'inaction, Pierre Laval à la mâchoire dure comme un guerrier d'Arvernes, Marquet dont le visage en lame de couteau est celui d'un cadet de Gascogne* » ; à vrai dire J. Perquelin ne fait pas dans la nuance : le culte de la personnalité est en train de prendre forme (14 juillet). Au-delà de la personnalité des dirigeants ce titre porte son attention sur l'idée-force du régime : le régionalisme, orientation qu'il soutient parce que des gouvernements de province mis en place seront des animateurs de la vie provinciale et des agents de liaison entre les professions organisées pour la sauvegarde des ouvriers et les patrons (13 juillet).

À sa manière, *La République du Sud-Est* profite de la célébration d'un 14 juillet endeuillé pour reprendre le procès de la France de l'après Première Guerre mondiale et pour se situer dans la perspective d'un avenir qu'elle croit proche de la négociation d'un traité de paix. La victoire de 1918 s'est accompagnée de plusieurs défaites : celle de la paix avec un mauvais traité parce que nos alliés, dans la peur de la force française, se sont mués en adversaires, celles de notre sécurité, de notre monnaie, de notre économie et dont l'aboutissement normal en fut [le désastre militaire]. Il ne reste plus à la France retirée du conflit qu'à trouver un diplomate de l'envergure d'un Richelieu ou d'un Talleyrand pour négocier un traité de paix qui soit un premier palier de notre renaissance. Et dans ce même numéro, sur le plan intérieur, Abel Chatonnay revendique un État qui respecte l'ordre établi par Dieu, un État chrétien qui ne s'abandonne pas, par désespoir ou lassitude, à l'adoption d'un modèle victorieux (allusion à ceux de l'Allemagne et de l'Italie) en gardant à l'esprit les condamnations pontificales pour récuser un État totalitaire. Enfin il brandit les encycliques sociales de Léon XIII et de Pie XI pour préconiser une construction sociale qui suscite l'adhésion confiante de la nation.

Désormais on change d'optique. Depuis le déclenchement du conflit, la presse locale grenobloise a joué son rôle de soldat au service de la Patrie en guerre : elle s'est donc mobilisée en respectant les limites fixées par la censure et jusqu'à la défaite tragique elle a soutenu le pouvoir et a défendu les combattants en évoquant en permanence leur héroïsme rendu encore plus nécessaire devant la supériorité en matériel des ennemis de la France. Ce n'est qu'une fois le désastre consommé que les quotidiens ont cherché à comprendre pourquoi l'effondrement fut aussi rapide ; le traumatisme s'est avéré tel que la figure auguste de Pétain s'est révélée comme une bouée de sauvetage à laquelle les éditorialistes se sont raccrochés. Si Pétain est intouchable, le bouc émissaire devient le régime vaincu dont le procès est entamé en s'engouffrant

derrière les premières explications du Maréchal et de ceux qui l'entraînent dans la voie d'un changement de régime. Avec l'avènement de l'État français, la presse se donne ou se fait imposer une nouvelle mission : se faire le propagandiste de la révolution que d'aucuns prônent sous le sigle de la nouvelle devise : « Travail, Famille, Patrie ». De soldats de la Patrie la presse locale se mue-t-elle en serviteur du nouveau régime ? C'est à cette problématique que nous allons tenter de répondre.